

Sidérurgie, Charbonnages, Automobile, Chantiers navals ...

Grève générale contre l'austérité de Mitterrand

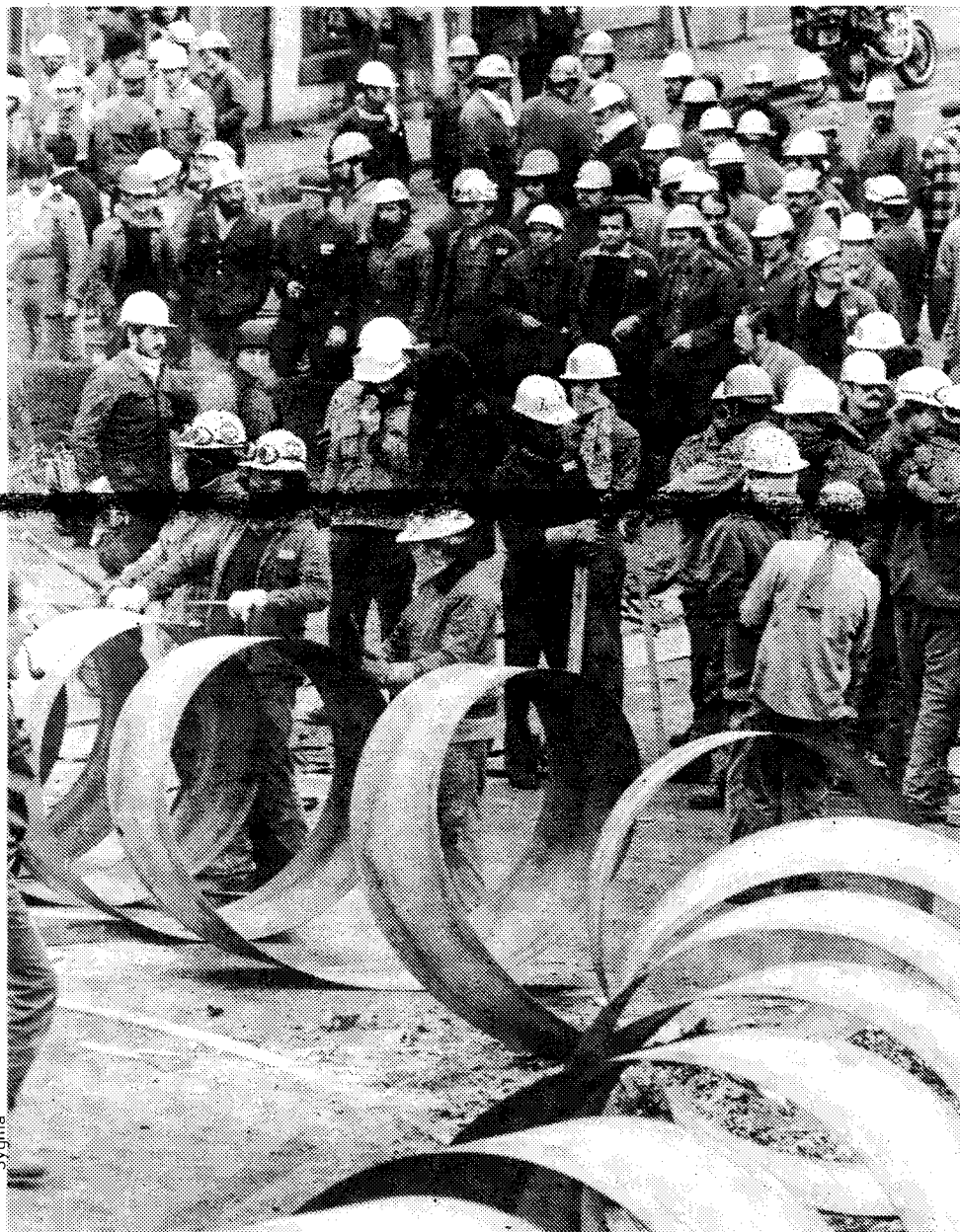
Il nous faut un gouvernement ouvrier !

Le 10 avril -- Le gouvernement Mitterrand a déclaré la guerre à la classe ouvrière. Ouvertement. Depuis trois ans, ce gouvernement de collaboration de classe gère le capitalisme français, ce qui l'amène à lancer des attaques de plus en plus brutales contre le prolétariat.

Mais aujourd'hui Mitterrand cherche l'affrontement. Il cherche à isoler la CGT et à lui faire la peau. Le front populaire mitterrandiste veut tout bonnement lamener la classe ouvrière et refuse de céder d'un pouce sur son programme anti-ouvrier de "rationaliser" l'économie en liquidant tout, sauf les firmes les plus rentables. Le charbon, les chantiers navals, la sidérurgie (et bientôt l'automobile) -- des pans entiers de l'appareil productif -- sont condamnés, et des régions entières comme la Lorraine avec.

Mitterrand piétine même les pâles réformes de l'Union de la gauche pour s'élever au-dessus de sa propre majorité électorale et s'en rendre indépendant. Il pose sa candidature pour le rôle d'homme fort bonapartiste style de Gaulle. Dès lors, son débat avec l'opposition bourgeoise ne porte que sur les meilleurs moyens d'écraser les travailleurs. Ce gouvernement se retourne contre sa propre base.

La Lorraine est un cas particulièrement flagrant, car dans une certaine mesure Mitterrand doit son fauteuil présidentiel aux luttes des sidérurgistes de 1979 qui représentaient le début de la fin pour Giscard. Pas surprenant que Mitterrand soit de plus en plus haï dans cette région, comme en témoigne l'apparition de banderoles comme "Mitterrand vendu au capital", ou le saccage des locaux du PS à Metz (qui était bien l'oeuvre d'ouvriers). Ces actions "minoritaires" reçoivent l'approbation de milliers de travailleurs.



Mitterrand, revenu des USA, semble épris de la "libre entreprise" de Reagan: l'écrasement des grèves, la faim et la misère pour des millions de chômeurs. Mais dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie s'attaque aux travailleurs: amputation des salaires, licenciements en masse, fermeture d'usines et chauvine chasse aux sorcières contre les immigrés, pour sauver ses profits et accélérer

ses préparatifs bellicistes antisoviétiques. En Angleterre, c'est la grève des mineurs contre l'austérité de Thatcher; en Allemagne de l'Ouest, les licenciements massifs provoquent les occupations des chantiers navals; en Italie, le gouvernement "socialiste" de Craxi essaie de supprimer l'échelle mobile des salaires et rencontre une révolte ouvrière massive basée sur les comités d'usine.

Aujourd'hui, Mitterrand fait de la liquidation de la sidérurgie lorraine une affaire personnelle. Mais déjà, il avait envoyé ses CRS contre les occupations d'usines, donné le feu vert à une campagne de terreur policière contre nos frères de classe immigrés. S'accrocher à Mitterrand, c'est un suicide!

En 1981, la Ligue trotskyste avait dit: "Giscard jamais, Mitterrand non." Elu avec le soutien implicite des gaullistes, sur la base d'une virulente campagne antisoviétique, Mitterrand n'a jamais promis autre chose que la restructuration du capitalisme français. Sa politique de "relance" s'est effondrée comme un château de cartes, laissant une montagne de dettes. Alors, demander que Mitterrand "tienne ses engagements" est sinistre; aux sidérurgistes, il n'a jamais promis autre chose qu'une "reconversion" bidon.

Ce gouvernement a semé la pagaille économique et s'est mis tout le monde à dos: des paysans, commerçants, routiers -- et des secteurs importants de la classe ouvrière. Maintenant, c'est le moment d'unifier les secteurs industriels menacés, le charbon, les chantiers navals, la sidérurgie, l'automobile, et de les rassembler autour du seul moyen qui peut mettre en échec ce gouvernement brutalement anti-ouvrier: une grève générale contre la politique d'austérité de Mitterrand.

Pendant trois ans, les réformistes du PCF et de la CGT ont étouffé le mécontentement ouvrier; ils ont ainsi rendu des services inappréciables à la "République", c'est-à-dire au grand capital. Maintenant, ils risquent de se retrouver à la porte, et précisément pour avoir rendu à la bourgeoisie ces services! Mitterrand s'attaque à la base ouvrière du PCF (qu'importent des postes ministériels si ses bastions dans l'industrie lourde sont liquidés), parce que les bureaucrates réformistes ont avalé un paquet de couleuvres et sont allés jusqu'au cassage des grèves, dont celle de Talbot, pour garder leurs strapontins.

Face à la mobilisation de la petite-bourgeoisie enragée, mobilisation encadrée par les réactionnaires

Suite page 12

Grande-Bretagne, Italie, Allemagne

L'Europe des luttes ouvrières

Voir des pages 4 à 9

Sri Lanka

Répression policière contre les spartacistes

A la suite des massacres anti-Tamouls de juillet 1983 à Sri Lanka (Cf. le Bolchévik n°41, août 1983), le gouvernement bonapartiste de l'UNP (United National Party) du président J.R. Jayewardene a continué et même intensifié ses attaques contre les militants de gauche et les organisations pro-Tamouls. Nous publions ci-dessous une déclaration de la Spartacist League/Lanka (SL/L) s'élevant contre les tentatives d'interdire Lanka Spartacist (en langue cinghalaise) et Elangai Spartacist (en langue tamoule) et les menaces de mort contre le responsable de ces publications, Vincent Thomas. Des menaces de mort furent proférées le 5 janvier contre le camarade Vincent qui, convoqué par la police secrète du CID [département de recherche criminelle], s'était présenté pour interrogatoire. Comme il le déclara dans la plainte déposée le 8 janvier: "Pendant ce temps, l'officier de police qui était assis à l'autre table vint vers moi, m'agonit d'injures ordurières et me frappa sept ou huit fois au visage et à la tête. Puis il m'attrapa par le cou, me propulsa à la fenêtre et me menaça en disant: 'C'est ici que Dodampe Mudalali a été poussé. Saute, racaille'." Dodampe Mudalali, membre du Sri Lanka Freedom Party, fut défenestré du quatrième étage de l'immeuble du CID, à l'époque du gouvernement UNP de 1965-70.

Les polices secrètes sont bien connues pour maquiller en suicide l'assassinat de gens de gauche et d'oppositionalistes, ou pour détruire leurs maisons et les accuser ensuite d'être des "terroristes tamouls Tigres" ou des "espions" des Tigres. La SL/L est visée par le pouvoir d'Etat à Sri Lanka à cause de sa défense courageuse de la minorité tamoule sauvagement réprimée. Ce qui est particulièrement insupportable pour les autorités, c'est qu'à l'intérieur de la communauté cinghalaise la SL/L s'est élevée contre la répression des Tamouls. Nous exigeons: Bas les pattes devant la SL/L et les autres partis de gauche! Arrêt immédiat de la répression contre Lanka Spartacist et Elangai Spartacist! Arrêtez la terreur anti-Tamouls!

Colombo — Les capitalistes locaux et étrangers ont placé de grands espoirs en J.R. [Jayewardene]. Le seul but des capitalistes est d'utiliser J.R. pour réaliser leurs ambitions. Plus que d'autres, les impérialistes américains ont placé de grands espoirs en J.R. C'est pourquoi, depuis longtemps, J.R. est connu comme pro-américain. J.R. était l'homme que cherchait Reagan, à Lanka, pour sa campagne de guerre contre l'Union soviétique. Dès son arrivée au pouvoir, J.R. a commencé à mettre en pratique l'un après l'autre les vœux des capitalistes locaux et des impérialistes étrangers. Et pour cela il a déjà fait beaucoup.

Les buts des capitalistes de Lanka

et des impérialistes ne sont pas nés spontanément. Ils sont le résultat des conditions subjectives du plus grand krach économique depuis la dépression des années 30. J.R. le comprend très bien. Il a pris le pouvoir dans l'intention de faire tout ce qui était possible en faveur des capitalistes. Son ambition est de faire tout ce que les autres dirigeants capitalistes n'ont pas réussi à faire.

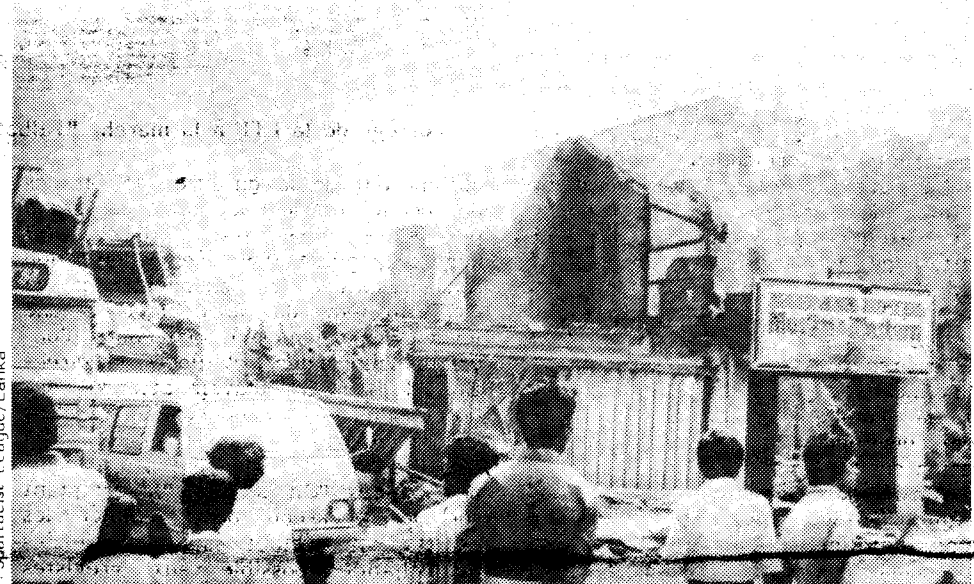
Dès le début, J.R. prit des mesures pour prévenir l'action des travailleurs. Dans ce but, il utilisa des mesures législatives, des bandes de lumpens et les forces armées de l'Etat. La signification en était la répression de la gauche. De la même façon que Reagan et sa tentative démente

d'"arrêter l'expansion du communisme" -- quelque chose que, non seulement lui, mais même son "dieu" ne seront jamais capables de faire --, l'intention de J.R. est de réprimer la gauche et de mettre un terme à toutes ses activités.

Ce plan de répression des travailleurs et de la gauche par le gouvernement UNP de J.R. fut dévoilé par avance par Lanka Spartacist et Elangai Spartacist. La voix de Lanka Spartacist et Elangai Spartacist contre la répression permanente

de juillet et, en conséquence, que la répression s'est étendue aux partis de gauche, aujourd'hui Lanka Spartacist et Elangai Spartacist sont visés par la répression. Le camarade Vincent Thomas, responsable de Lanka Spartacist et Elangai Spartacist, fut convoqué au quatrième étage de la police secrète (CID) de sinistre réputation pour y être interrogé à propos des articles expliquant notre position sur la question nationale tamoule et contre l'oppression du peuple tamoul. Là, un policier l'injuria dans un langage ordurier et le frappa violemment. On ne peut considérer cela comme un incident isolé. C'est la conséquence de la répression étatique étendue à la gauche.

Après avoir créé de toute pièce l'environnement législatif et économique propice, le gouvernement de J.R. s'est aligné maintenant derrière les activités antisoviétiques de Reagan. Les discussions que J.R. a eues, ces derniers jours, avec Joseph Addabbo, président de la commission de la défense au Congrès américain, et avec la délégation du Congrès US, reflètent l'empressement du gouvernement à se rapprocher de plus en plus du camp antisoviétique.



Colombo, juillet 1983 -- Dévastations antitamoules par le gouvernement UNP.

du peuple tamoul reçut un écho non seulement dans l'île mais même à l'étranger. Tout en informant la classe ouvrière et les autres classes opprimées de ce pays des activités des internationalistes prolétariens dénonçant la répression du peuple tamoul à Lanka, nous avons clairement expliqué la position marxiste sur la question nationale. Ce qui suscita de la haine chez les communalistes cinghalais. Nous avons été l'objet d'attaques infâmes et de menaces de la part de ces communalistes cinghalais enragés.

Le défi du mouvement nationaliste tamoul dans le nord et dans l'est du pays a créé une situation dans laquelle un gouvernement dévoué aux intérêts des capitalistes ne peut fonctionner normalement. Aujourd'hui, dans ce pays, le principal défi au gouvernement est la question tamoule (la question nationale). Les plans de J.R. sont d'essayer de se débarrasser du problème et, en même temps, de lancer une attaque contre la gauche. C'est selon ce plan que le gouvernement a rendu tout le monde -- et spécialement la gauche -- responsable de la violence communautaire anti-Tamouls, sauf ceux qui l'ont réellement été.

Après que la gauche a été rendue responsable des émeutes anti-Tamouls

J.R. leur aurait demandé "de fournir un grand bâtiment pour renforcer la marine sri-lankaise et de fournir un entraînement au combat moderne du personnel de la marine sri-lankaise". La délégation a informé J.R. que "nous recommanderons au gouvernement américain de délivrer immédiatement 350 000 dollars US pour les activités de défense" et qu'ils considéreront la "requête spéciale". C'est ce que les impérialistes américains font partout dans le monde.

On voit clairement que les opportunités pour des actions militaires américaines du type de celles du Salvador, du Nicaragua et de la Grenade, pourraient bientôt se produire dans ce pays. Ce programme pro-impérialiste de l'UNP de J.R. doit être battu en brèche. Les droits du peuple tamoul et sa sécurité doivent être garantis. La répression contre la gauche doit être mise en échec. Les plans pour offrir même un centimètre de terrain de ce pays aux impérialistes américains pour leur campagne de guerre contre l'Union soviétique doivent être balayés. C'est seulement par des actions ouvrières que tous les plans de la classe capitaliste et de son gouvernement peuvent être vaincus.

Spartacist League/Lanka 16 janvier 1984

Lambert-Bergeron: même patron même combat

"Estimant que l'addition des tensions pourrait aboutir à une mise en cause de l'équilibre social, il a exhorté le 'gouvernement à percevoir les limites' à ne pas dépasser" (Bergeron, cité dans Informations ouvrières n° 1134, 25 novembre-2 décembre 1983):

"L'autre voie, c'est que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale assume ses responsabilités et prenne entre ses mains tous les moyens de pouvoir pour soulager le peuple. Si cette autre voie n'était pas suivie, quel pourrait en être le résultat...sinon de préparer de nouvelles et encore plus spectaculaires explosions?" (Informations ouvrières n° 1141, 13-20 janvier).

Si nos lecteurs n'arrivent pas à voir de différence entre les paroles de M. Bergeron et celles des soi-disant "trotskystes" du Parti "communiste internationaliste" (PCI), qu'ils se rassurent; il n'y en a pas.

"Je ne suis pas un 'grévicultrice'", ajoutait Bergeron, jeune bien connu et champion anticommuniste du "monde libre", ce qui ne surprendra personne. Quant au PCI, depuis longtemps il joue le rôle d'avocat pour FO; la seule surprise, c'est que cette secte social-démocrate soit si franche sur son but d'éviter une révolte ouvrière contre le front populaire de Mitterrand.

Pour effacer tout doute là-dessus, le PCI ajoute: "Envisageant pour

1984 la répétition de ce qu'il appelle le 'scénario' de 1947, le Monde évoque celui-ci en ces termes: 'la grève commence chez Renault, sous l'impulsion d'éléments trotskystes.' A qui veut-on faire croire que les explosions qui se préparent puisent de quoi se nourrir ailleurs que dans la politique gouvernementale?" (IO n° 1143, 27 janvier-3 février). Ainsi le PCI de Lambert s'offre-t-il à Mitterrand comme chien de garde contre les luttes ouvrières en jurant que jamais, mais jamais, le PCI ne se trouvera à la tête de grèves contre le front populaire. Quand on sait que le jeune Pierre Lambert non seulement défendait avec acharnement la grève à Renault de 1947, mais luttait de toutes ses forces pour l'étendre à l'ensemble de l'industrie métallurgique, contre le gouvernement de front populaire de Ramadier, on voit à quel point ce renégat crache sur des décennies de lutte des trotskystes contre le front populaire. Tout cela ne serait que du réformisme plat et écoeurant si ça ne s'accompagnait depuis quelques mois d'un processus de fusion totale entre les lambertistes et FO. Tout porte à croire que le PCI n'est pas étranger dans le passage à FO des "dissidents" de la CGT de Talbot-Poisson. Plusieurs militants du noyau dirigeant de la grève, sans perspective et sans programme pour gagner cette grève,

Suite page 14

Lanka Spartacist n° 7

Elangai Spartacist n° 3

2 F le numéro

Commande :
Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

Grève à Renault-Cléon

Une victoire gaspillée

A l'usine Renault-Cléon, dans la région rouennaise, un mouvement de grève, d'une combativité qu'on n'avait pas vue depuis longtemps, a été "neutralisée" en plein essor par les bureaucrates syndicaux. Au bout de seulement quatre jours de grève combative, les ouvriers obtenaient le 9 mars 450 francs de prime et les journées de grève remboursées à 50%. Mais quinze jours plus tard, alors qu'il s'agissait de protester contre les bas salaires dans le cadre d'une journée "nationale" d'action, bidon, les bureaucrates avaient tellement bien tari le mouvement et désorganisé les ouvriers qu'ils purent se permettre de saboter leur propre "journée d'action" (comme ils en ont pris l'habitude ces derniers temps). Les ouvriers frustrés de combat, auxquels les bureaucrates proposaient pour toute lutte l'occupation d'un péage d'autoroute, en ont été réduits, eux qui ont à leur disposition la puissante arme de la grève, aux tactiques des paysans en colère: "opération escargot" spontanée sur l'autoroute de Normandie.

La grève éclate autour d'une prime de 600 francs revendiquée par l'atelier 42-86 qui fabrique les boîtes de vitesse des R25, voiture vedette de la Régie en ce moment. La CGT appelle à un débrayage d'une heure, mais les ouvriers refusent de reprendre le travail et la CGT s'incline. Tout de suite, l'étendue et la combativité de cette grève sont disproportionnées à la revendication des 600 francs.

Ainsi, dès les début, un second atelier (45-80) débraye en solidarité avec l'atelier 42-86. Le lendemain, au quart du matin comme à celui du soir, entre un et deux milliers d'ouvriers défilent dans l'usine. Et lorsque la CGT, essayant sa tactique classique pour contenir le mouvement, renvoie dans leurs ateliers les manifestants du deuxième quart "convaincre leurs camarades de rejoindre le mouvement", elle rencontrera pas mal de réticence, et une centaine d'ouvriers se réuniront au bâtiment F, entamant une discussion sur les perspectives de la grève (parlant de bloquer les chaînes, etc.) Quelques dirigeants de la CGT, dont Chéron le secrétaire, se précipiteront à cette AG improvisée pour reconnaître qu'ils ont "fait une erreur".

Les bureaucrates, dépassés par le mouvement qu'ils ont lancé, tirent, à leur manière, les leçons de Talbot et choisissent d'en prendre la tête pour mieux le contrôler.

Le lendemain, c'est plus de 3000 ouvriers, la moitié de l'effectif des ouvriers de la production, qui sont en grève; deux chaînes importantes de l'usine sont bloquées. Rapidement, les directions syndicales



Le cortège de la LTF à la marche "Talbot-Minguettes" du 14 janvier.

obtiendront de la direction 450 francs de prime et les journées de grève payées à 50%. (La veille, ayant négocié pendant 1h30 avec la direction sans résultat, les dirigeants de la CGT avaient dû faire face à une levée de boucliers.) Beaucoup d'ouvriers soupçonnent d'ailleurs la direction de la CGT d'avoir attendu vendredi soir pour annoncer le résultat des négociations (dès le samedi matin les fidèles de la CGT arboraient des badges "On a gagné"), comptant sur le week-end pour "calmer les esprits" et surtout laisser le moins de chance possible aux grévistes de rejeter le résultat de ses négociations. A la réunion où ils font voter la reprise du travail, ils ne laisseront pas une seconde aux ouvriers pour s'exprimer. Ceux-ci n'auront pour

faire connaître leur avis que les sifflements ou des tentatives de prises de paroles vite couvertes par les sonos et les "On a gagné" brailleurs scandés par la claque des fidèles. Pourtant, comme le dit notre camarade Cazin dans une lettre distribuée dans l'usine, "dans la grève que nous avons faite du 6 au 9 mars, nos dirigeants syndicaux avaient bien voulu, pour une fois, mener la lutte à ce que beaucoup ont ressenti comme une victoire". Les grèves qui ne sont pas un échec total sont un fait rare en ces temps de front populaire. A Cléon, il n'y avait pas eu de grève victorieuse depuis près de dix ans et cette petite victoire avait regonflé le moral des ouvriers: autour des machines à café on parlait de deuxième round. Mais

les grévistes les plus combatifs se sont tout de même sentis floués. C'est la nature même de la revendication unique de cette grève qui a permis aux bureaucrates de "maîtriser" si facilement la combativité ouvrière. Seule la Ligue trotskyste souleva le problème que la revendication de 600 francs de prime, non seulement étouffait les réelles revendications (évitant la question des ravages de l'inflation sur les salaires), mais aussi restreignait la lutte aux grilles de Cléon. Alors que toute l'industrie automobile subit les attaques du gouvernement et de la politique de "restructuration" au profit du capitalisme, que tour à tour les ouvriers de Flins, Talbot, Citroën se sont soulevés, cette revendication "localiste" protégeait de l'extension à d'autres secteurs touchés et coupait court à la lutte d'envergure nécessaire pour résister à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Les militants de la LCR avaient la couleur muraille durant toute cette grève: pas un mot, ni oral, ni écrit, sur ce qu'il fallait faire, sur quelles revendications, etc. Ses militants ont été de bons syndicalistes combattifs, gérants loyaux de la lutte.

Lorsqu'elle a finalement sorti un tract après la grève, c'était pour se féliciter de ce que la grève s'était faite dans l'unité et sur une revendication unique, ce qui expliquait son succès. Suivait un petit discours sur la démocratie que la LCR faisait essentiellement pour se dédouaner de n'avoir pas défendu le droit d'expression de LO contre la direction stalinienne de la CGT lors d'une AG. La démocratie, ça se défend concrètement, en actes.

La LCR, qui propose bien à la classe ouvrière de lutter pour défendre ses intérêts mais en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il change de politique, avait cette fois de quoi être satisfaite de l'attitude des bureaucrates qui étaient en train d'appliquer son programme. Au fond, la stratégie de la LCR, qui consiste à s'intégrer à la bureaucratie syndicale pour la rendre "plus combative", semble avoir réussi! Tout comme les dirigeants syndicaux, la LCR veut au fond en propageant l'illusion qu'il peut changer de politique, protéger ce gouvernement qui n'a pourtant jamais caché qu'il se donnait pour

Suite page 11

Film-débat de la LTF à Elbeuf

La question femmes: une clé pour la révolution

Rouen, le 11 mars -- A l'occasion de la Journée internationale des femmes, la LTF a organisé à Elbeuf une projection, suivie d'un débat, du film *Harlan County*. Une cinquantaine de personnes sont venues voir ce film documentaire qui raconte la longue et combative lutte de mineurs du Sud des Etats-Unis où les femmes des grévistes ont joué un rôle clé pour organiser la défense (y compris militaire) de la grève et finalement arracher une victoire. Plusieurs ouvriers de l'usine Renault-Cléon étaient présents, et nous avons eu la satisfaction d'accueillir aussi leurs épouses. Dans une Normandie durement touchée par la crise économique, les femmes subissent de toutes parts des pressions sociales systématiques pour agir comme frein à l'activité politique, et c'était en partie pour répondre à ces problèmes auxquels elles sont confrontées que la LTF avait conçu ce meeting. De plus, une camarade, qui avait été une des épouses actives dans le travail de soutien à la dernière grande grève de Cléon en 1978, avait fait venir plus d'une dizaine de ses collègues.

Après la projection, dans sa présentation introductive, la camarade Nejma soulignait que les ouvrières

de la région ont une forte tradition de participation aux luttes des classes: "Vos grands-mères et vos grand-tantes à Elbeuf ont toutes des histoires de luttes à raconter du temps où elles étaient ouvrières, dirigeantes de la CGT (qui n'a pas toujours été les casseurs de grève qu'ils sont aujourd'hui). Il y a une tradition de luttes de femmes ouvrières dans la région d'Elbeuf. Elbeuf était une place forte de la classe ouvrière féminine, à cause de l'industrie textile." Aujourd'hui, c'est une myriade de petites entreprises qui emploient une des plus fortes concentrations de femmes en France.

Et bien sûr, la crise capitaliste et la politique d'austérité de Mitterrand les ont frappées avec une force particulière: le taux de chômage des femmes dans cette ville est le double du taux national. Il suffit de regarder les petites annonces du *Journal d'Elbeuf* pour juger des conditions désespérées des ouvrières, rejetées de leur travail, qui aujourd'hui cherchent des travaux de nettoyage, de repassage, etc.

Une des conditions indispensables pour que s'établissent une véritable égalité sociale des sexes et l'émancipation complète des femmes est que toutes les femmes jouent un

rôle dans la production. Pour réaliser cette émancipation, il faut que la famille nucléaire soit remplacée en tant qu'unité économique de la société et que nous luttons pour que la société prenne en charge les tâches domestiques au lieu qu'elles retombent sur l'esclave domestique privée qu'est la femme. Nos revendications sont, entre autres, des crèches de bonne qualité, en nombre suffisant et ouvertes 24 heures sur 24, des laveries collectives, des restaurants accessibles, etc.

Un tel programme est parfaitement approprié pour les ouvrières de la région rouennaise; en effet, si les nombreuses grèves dans la ceinture industrielle de Rouen (Sopalin, Eclair-Prestyl, Sofesa...) témoignent de leur combativité, la condition de ces femmes, surexploitées dans des petites usines et obligées de subir une "double journée de travail" (comme ouvrière et comme femme au foyer) tend à les couper de la vie sociale et de surcroît constitue une barrière à leur intégration dans le mouvement révolutionnaire. Sans compter que, lorsqu'elles sont licenciées, elles retombent dans une dépendance financière totale vis-à-vis de leur mari (si elles ont la chance

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder (réalisation), William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

DIFFUSION: Jean-Luc Guillemin DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchevik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)

• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le premier ministre conservateur Margaret Thatcher cherche à écraser la grève déclenchée le 6 mars dernier par les mineurs de charbon du Yorkshire. Depuis, la grève s'est étendue à tous les charbonnages, et Thatcher a mobilisé des milliers de policiers dans les régions houillères. C'est une menace mortelle pour le mouvement ouvrier britannique, une mesure destinée à paralyser pour longtemps la capacité de lutte des syndicats. Nous reproduisons ci-dessous un article de nos camarades de la Spartacist League/Britain, qui a joué un rôle actif dans l'agitation pour l'extension de la grève.

Londres, 23 mars -- Alors que la deuxième semaine de la grève des mineurs touche à sa fin, le mouvement syndical de ce pays est à la croisée des chemins. Les mineurs de Grande-Bretagne en lutte sont engagés dans un combat à mort avec la force brutale de l'Etat capitaliste. Arrestations en masse de grévistes militants, assassinat de sang-froid sur un piquet de grève, loi martiale dans les houillères. La dame de fer cherche à venger la défaite humiliante que les mineurs avaient infligée aux conservateurs en 1974. Thatcher, qui vient de remporter une victoire contre le NGA [syndicat de l'imprimerie] et qui vient de balayer les droits syndicaux au centre d'écoutes de Cheltenham, a précipité le déclenchement du conflit le plus aigu et le plus important pour le mouvement ouvrier britannique depuis le début du siècle.

Ils veulent enchaîner les syndicats et ils vont tuer pour ce faire. Tel est le message qu'ils ont écrit avec le sang de David Jones, un jeune gréviste combatif décédé le jour de son 24^e anniversaire à la suite d'une blessure reçue dans un piquet de grève au puits d'Ollerton. Quelle que soit la racaille qui l'a lâchement frappé, ce sont Thatcher et [le président des charbonnages] MacGregor qui l'ont tué. Thatcher mène aujourd'hui une guerre civile préventive: des milliers et des milliers de flics barrant les routes menant au Yorkshire et à d'autres centres où la grève est acharnée. Etre victime de la loi des "suspects" n'était avant cette grève le lot que des Noirs et des Asiatiques des ghettos; ce sont maintenant les mineurs britanniques qui en font l'expérience quotidienne.

Mais les mineurs n'ont pas plié. Fleet Street [la presse capitaliste monopoliste] a beau faire des gorges chaudes sur les "succès" de l'état de siège dans les houillères et applaudir les votes pour briser la grève et les tactiques de division prônées par ses "modérés" favoris, elle ne peut pas cacher le fait qu'avec chaque jour qui passe la détermination des mineurs s'affermir, que les puits fermés par des piquets de grève sont de plus en plus nombreux. A chaque nouvelle provocation des Conservateurs, les mineurs retrouvent avec plus de force leurs traditions de combativité et de solidarité, le respect des piquets de grève. Le North Derbyshire, qui avait voté contre la grève trois jours avant, a cessé le travail en solidarité contre la loi martiale de Thatcher. Puis, ce fut le tour du Lancashire. On ne peut douter de la combativité et de la détermination des grévistes. Mais comme à chaque étape les mineurs sont confrontés à la terrible puissance de l'Etat capitaliste, la clé de la victoire est dans une stratégie de lutte de classe. La tâche immédiate, posée avec une brûlante urgence, c'est d'étendre la grève, de galvaniser des secteurs toujours plus larges du mouvement ouvrier dans la lutte pour défendre les syndicats et pour chasser ce gouvernement anti-ouvrier. **Victoire pour les mineurs! Etendez tout de suite la grève! Ecrasez l'offensive des Conservateurs!**

Dans les quatre premiers jours de la grève, tous les puits récalcitrants, sauf six (sur quatre-vingts), ont été fermés par des piquets volants avec l'aide de renforts locaux. C'est pourquoi le quotidien conservateur *Times* du 16 mars épancha son chagrin

Victoire pour les mineurs britanniques!



AFP

4 avril, le puits d'Abbinghton Nottingham. Les mineurs défendent leur piquet de grève contre les flics.

La dame de fer contre les gueules noires

dans un éditorial intitulé "Fear under the law": "On entend beaucoup parler ces jours-ci de piquets de grève, légaux et illégaux. Le point sur ce qui est des piquets -- et de toutes les formes de piquets -- c'est que c'est une forme d'intimidation. L'intimidation, d'après le dictionnaire, c'est imposer sa volonté par la peur." Ils veulent rendre illégal tout piquet efficace. Ils savent, comme tout gréviste combatif, que sans piquets de grève il n'y aurait pas de syndicat. Comme l'expliquait justement à la télévision un responsable du NUM [National Union of Miners -- syndicat national des mineurs], la seule loi qu'il connaisse c'est qu'on ne franchit pas un piquet de grève. Et il faut faire entrer cette simple leçon dans la tête de tout jaune en puissance. Quand les mineurs de charbon américains de Stearns, dans le Kentucky, durent faire face à un gang d'hommes de main armés par les patrons pendant leur grève de 1977 pour la syndicalisation, ils mirent à côté de leur piquet de grève un écriteau où l'on pouvait lire: "Attention: les mineurs de Stearns ont décidé que faire le jaune est dangereux pour la santé", et ils ripostèrent en conséquence. Ces dernières semaines, les mineurs ont pu voir qu'en Grande-Bretagne on n'est pas plus à l'abri qu'ailleurs des dures réalités de la lutte des classes, et ils ont commencé à organiser des groupes de défense disciplinés pour défendre les piquets. C'est dans ce genre de formation que se trouveront les noyaux des milices ouvrières et du futur pouvoir d'Etat prolétarien.

A eux seuls les mineurs ne peuvent affronter la puissance de l'Etat des patrons. Il faut ouvrir plusieurs fronts. Les mineurs gallois ont déjà commencé à mettre en place des

piquets devant deux centrales électriques pour en bloquer l'approvisionnement en combustible. L'Ecosse suit maintenant, avec un piquet autour d'une centrale nucléaire. Pour que cette grève fasse mal et le fasse vite, il est décisif de fermer les centrales électriques, jusqu'à la dernière. Et pas seulement les centrales au charbon mais aussi celles au fuel et les centrales nucléaires. Ce qu'il faut, ce sont des piquets de masse à l'extérieur des centrales électriques. Mais aussi un appel officiel [des syndicats de l'électricité] pour une grève immédiate, en solidarité avec les mineurs, pour défendre leur propre droit à la grève, pour défendre tout le mouvement syndical, contre le passage de la grève par les Conservateurs au nom du "service public".

Mick McGahey [dirigeant des mineurs écossais et responsable PC] a promis que tout transport de charbon serait bloqué par des actions de boycottage. Ça a été fait en Ecosse, mais il faut en faire autant partout en appelant tous les syndicats à boycotter immédiatement le moindre gramme de charbon dans ce pays. Et les travailleurs sont prêts à le faire. Déjà des membres du NUR et de l'ASLEF [les syndicats des chemins de fer] ont été mis à pied pour avoir refusé de franchir les piquets de grève des mineurs. Au moins une section syndicale du NUR, dans les transports londoniens, s'est engagée à se battre pour un boycott complet dans tout le syndicat et pour une grève nationale immédiate contre toute répression. Finissons-en avec les mensonges antisyndicaux éhontés de Fleet Street, par une grève nationale de l'imprimerie! Ce qu'il nous faut maintenant c'est un quotidien pro-grève! Une lutte efficace menée maintenant par le

mouvement ouvrier peut mobiliser des secteurs entiers de la population écrasés par la machine de guerre des Conservateurs. Pas seulement des voitures de mineurs, mais des délégations de masse de tous les syndicats, et l'armée des chômeurs peut être recrutée pour construire les piquets de grève.

L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS

L'impérialisme britannique marche derrière l'impérialisme US, fer de lance de la campagne pour restaurer le système du profit dans le bloc soviétique -- au prix d'une annihilation nucléaire mondiale si nécessaire. La vendetta de Thatcher contre les mineurs fait partie d'une offensive meurtrière destinée à ramener la population de la Grande-Bretagne à un niveau de vie approchant celui du peuple argentin sous le général Bignone. Le règne de la dame de fer signifie des bébés qui meurent de faim, des vieux qui meurent de froid, et la majorité de la population adulte mâle qui ne peut pas trouver de travail, jetée en prison.

Thatcher, qui parade sur des chars pendant les exercices de l'OTAN en Allemagne, qui s'habille en treillis camouflé pour boire à la santé des hommes de main des SAS [Special Air Services, commandos "antiterroristes"], qui écrase des grèves, n'est pas du genre "Ferme les yeux et pense à l'Angleterre". Non, elle aime ça. Domage que la Grande-Bretagne, à l'instar de l'Argentine, n'ait pas subi une défaite aux Falkland. Si les Argentins avaient réussi à couler un porte-avion (laissant l'hélicoptère du prince Andrew tourner au-dessus d'un océan vide avec sa réserve de carburant arrivant à zéro),

l'"effet Falkland" de Thatcher aurait été différent. La défaite de l'Argentine dans la guerre des Falkland a exacerbé une agitation sociale massive dans le pays, au point que le général Galtieri en a perdu le pouvoir immédiatement après. A l'époque, contre le social-patriotisme des Len Murray [dirigeant du Trade Union Congress, le conseil des syndicats britanniques] et le social-pacifisme pro-impérialiste des "gauches" travaillistes, nous disions : "L'ennemi principal est dans notre propre pays", et nous appelions au défaitisme révolutionnaire des deux côtés.

La classe dirigeante britannique est passée maître dans l'art de "diviser pour mieux régner". Depuis l'époque où elle se servait des archers gallois contre les Ecossais jusqu'aux temps où elle envoyait des régiments écossais en Irlande et en Inde. Les vallées des Galles du Sud ont été dévastées, et en ce moment les mineurs écossais sont particulièrement pris pour cible. Les patrons se débarrassent des houillères écossaises, galloises et d'autres régions combattives, tout en offrant des primes à la "modération" à des régions comme le Nottinghamshire. Le prolétariat de la périphérie celtique doit soutenir toutes les justes luttes de la classe ouvrière anglaise, même s'il ne reçoit rien en retour. L'unité de classe est à l'ordre du jour, et aucun mur d'Hadrien policier ne doit empêcher les mineurs écossais de faire leur devoir, tout comme leurs ancêtres qui, quand ce fut nécessaire, passèrent la frontière en force derrière Wallace et Douglas. Rien ne sera mieux en mesure d'ébranler l'arrogance hautaine des agitateurs des comités anglais qu'une armée disciplinée de mineurs écossais et gallois, au coude à coude avec leurs frères de classe anglais pour étendre cette grève d'un bout à l'autre de l'île et obtenir une petite compensation pour les siècles d'exploitation et d'oppression.

CHASSEZ THATCHER!

De la loi Prior à la loi Tebbit en passant par la nouvelle loi King maintenant proposée, les Conservateurs essaient d'enchaîner les syndicats avec leurs lois. Mais, sans la trahison des chefs du Parti travailliste et du TUC, leurs "lois" ne seraient que des chiffons de papier. Le "nouveau réalisme" que Len Murray et Cie ont prôné à Blackpool l'automne dernier, au beau milieu du tir de barrage de guerre froide dirigé contre [le dirigeant du syndicat des mineurs] Arthur Scargill, était un message pour Thatcher: ils ne se mettraient pas en travers de son chemin. Les alliés de Murray au bureau exécutif du NUM, qui aujourd'hui réclament à cor et à cri un vote sur l'opportunité de la grève, s'étaient joints à la curée contre Scargill. La conduite de ces maniaques du vote consiste précisément dans le genre de politique de division et de sabotage que la CIA apprend à ses amis dans le mouvement ouvrier. Et la corruption en est son corollaire -- on se demande combien de l'argent du pape pour la Pologne Thatcher a utilisé pour peser sur ce vote.

Au cours de cette lutte, les dirigeants du Parti travailliste ont démon-

tré une fois de plus où va leur véritable loyauté. [Le dirigeant travailliste] Neil Kinnock, qui revient d'une visite à Washington où il a dit de Ronald Reagan, responsable d'assassinats en masse, que c'est "un homme avec qui j'ai beaucoup en commun", crache maintenant sur les mineurs gallois, qui l'ont porté au Parlement, en condamnant la "violence" des grévistes. Et pourquoi Tony Benn, à la différence de l'aile droite travailliste favorable à l'austérité et à la guerre froide, n'est-il pas en train de rassembler des forces pour rejoindre les piquets des mineurs au lieu de se contenter de faire des discours au Parlement? Pendant toute la grève de la sidérurgie, Benn n'a pratiquement rien dit ni rien fait. Il a maintenant payé son siège au Parlement en courbant sans vergogne l'échine devant des gens comme Denis Healey, chancelier de l'Echiquier [ministre des finances] sous Callaghan [ex-premier ministre travailliste] quand ce dernier prenait les travailleurs à la gorge.

Etant donné le complet désarroi politique et les trahisons de tous

jusqu'à la victoire finale sur la classe capitaliste. Les deux suppléments que nous avons distribués, à des milliers d'exemplaires, sur les piquets de grève des mineurs, au siège de leurs associations d'entraide et aux quartiers généraux des grèves dans le Pays de Galles, le Yorkshire, le Kent, les Midlands et ailleurs ont trouvé un écho favorable parmi des mineurs combattifs cherchant à aller de l'avant. Les mineurs en lutte qui ont lu nos tracts et dit "Ces gens disent la vérité" savent qu'il est crucial d'arrêter les centrales électriques et que la clé de la victoire c'est l'extension de la grève au reste du mouvement syndical. Beaucoup d'entre eux savent aussi que la Spartacist League est l'organisation qui a défendu Scargill pour son opposition au "syndicat" contre-révolutionnaire polonais Solidarnosc.

Le mal nommé Workers Revolutionary Party [WRP, dirigé par Gerry Healy] et son journal *Newline* ont déclenché l'hystérique chasse aux sorcières anticommuniste de Fleet Street et de la droite pro-guerre froide en publiant, à un moment



19 mars, les mineurs du Yorkshire défendent, contre les flics, le local de leur syndicat (NUM) à Bansley.

ceux qui prétendent représenter politiquement les différentes tendances du travaillisme et du libéralisme britanniques, la lutte sur le front industriel est aux yeux des travailleurs britanniques le seul moyen d'action dans l'immédiat. Dans tout le pays, les grévistes expriment une frustration de plus en plus grande devant le manque de direction et de coordination de la part de la direction du syndicat. Les mineurs sentent sur leur nuque tout le poids de l'Etat capitaliste; par conséquent, les simples tactiques syndicales amènent directement à une grève générale, et cela pose la question du pouvoir. Les limites réformistes du simple syndicalisme, aussi combatif soit-il, sont soumises au plus sévère des tests et, dans le même temps, est mise à nu l'abjecte servilité des chefs du Parti travailliste et du TUC.

Nous, la Spartacist League, avons jeté toutes nos forces dans la lutte pour la victoire de cette grève, dans le cadre de notre lutte pour construire la direction et le parti révolutionnaires qui, seuls, peuvent diriger les travailleurs britanniques

délibérément calculé, une lettre de Scargill dénonçant Solidarnosc. Scargill a assez souvent montré dans le passé qu'il n'est pas un ami de la Spartacist League, mais au moins ce dirigeant syndical pensait qu'il avait le devoir, vis-à-vis des mineurs britanniques, de se prononcer contre l'opération inspirée par la CIA et le Vatican en Pologne. Et malgré sa politique de conciliation, il est capable, contrairement au WRP, de reconnaître un jaune en Pologne comme à Notts. Qui voudrait écouter ces bandits politiques du WRP après qu'ils ont joué les indices pour Thatcher à Blackpool? Et, de fait, des mineurs combattifs, qui avaient cessé de lire *Newline* après la conférence du TUC, ont fait cesser les imprécations du dirigeant du WRP Mike Banda en lui disant qu'ils étaient maintenant à la Spartacist League.

La course impérialiste à la guerre antisoviétique est aujourd'hui le fer de lance des attaques de la classe dirigeante contre les acquis de la classe ouvrière. Léon Trotsky, dirigeant avec Lénine de la Révolution bolchévique qui renversa le tsarisme

et le capitalisme en Russie, disait il y a plus de 40 ans que ceux qui ne peuvent pas défendre d'anciennes positions n'en conquerront jamais de nouvelles. La Spartacist League s'est nettement démarquée du reste de la gauche en cette période de nouvelle guerre froide par sa ferme position de défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme. De la même façon que les militants qui ont une conscience de classe doivent défendre leurs syndicats contre les attaques des capitalistes malgré les dirigeants traîtres qui sont, aujourd'hui à leur tête, l'URSS doit être défendue malgré la bureaucratie qui détient là-bas le pouvoir politique.

Nous nous battons pour faire en sorte que la thèse formulée il y a des années par Tony Cliff [le réformiste capitaliste d'Etat] selon laquelle le mouvement syndical britannique a subi une défaite décisive, ne devienne pas une réalité après cette lutte. Une défaite aurait maintenant des conséquences désastreuses, mais c'est aussi une occasion d'arrêter net Thatcher et d'ouvrir la voie au pouvoir ouvrier. Comme nous l'écrivions en septembre dernier: "Au fond, la décomposition de l'industrie britannique, effet direct de la perte de l'empire et d'une victoire dévastatrice dans les deux guerres mondiales, pose objectivement sans détour la nécessité d'un Etat ouvrier. Conserver des emplois dans des industries non-rentables n'est qu'une version améliorée de l'indemnité chômage, et tous les plans actuels des travaillistes et des conservateurs pour modifier la base de l'économie britannique réclament nécessairement qu'on écrase brutalement tous les acquis, droits et avantages gagnés de haute lutte par les travailleurs britanniques. Entreprendre de faire renaître la vie économique britannique et en même temps augmenter considérablement la qualité de la vie actuellement pathétique des travailleurs britanniques, c'est poser tout net la question: quelle est la classe qui dirige?" (Spartacist Britain n° 52, septembre 1983).

Ce qu'il faut, ce n'est pas un autre gouvernement travailliste, qui agirait exactement comme le gouvernement socialiste de Mitterrand en France, imposant une austérité de guerre froide et supprimant les emplois des mineurs. Ce qu'il faut, c'est un véritable gouvernement ouvrier basé sur des conseils ouvriers élus, qui exproprie toute la classe capitaliste et s'attèle à la tâche de ressusciter la vie économique au moyen d'une planification socialiste dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Alors, nous ne payerons pas d'indemnités aux patrons du charbon; alors, nous pourrions donner du travail et un avenir décent à tous les travailleurs, à leurs fils et filles. Pour cela, nous avons désespérément besoin de forger une direction révolutionnaire, un parti d'avant-garde léniniste/trotskyiste des ouvriers et des opprimés arrachés à l'emprise du travaillisme. C'est ce pour quoi la Spartacist League se bat.

- Victoire pour les mineurs!
- Etendons la grève maintenant!
- Arrêtons les centrales électriques!
- Boycotons tout le charbon!

Adapté de Spartacist Britain Suppl

David Jones - martyr de la classe ouvrière

Un jeune mineur du Yorkshire, David Jones, a été assassiné par des ennemis du syndicat le 15 mars à l'aube. David est mort en faisant son devoir, en défendant les piquets de grève et le NUM. Il a été frappé devant les grilles du puits d'Ollerton dans le Nottinghamshire, où lui et ses camarades ont mené un combat courageux contre les jaunes et les flics.

David Jones travaillait à la mine de Akton Hall, près de Pontefract, depuis six ans. Son père avait été mineur avant lui. Comme un de ses amis et compagnons de lutte l'a dit à nos camarades britanniques: "Il était clair qu'il se battait pour des emplois, contre Maggie, contre la fermeture des puits, comme nous le faisons tous. C'était un bon gars, aimé dans

tout le South Kirkby. Je ne connais pas ses opinions politiques, mais il se battait pour son emploi et contre la fermeture des puits."

Vengeance pour le meurtre de David Jones! Ce n'est pas le moment de battre en retraite, il faut rassembler nos forces et aller de l'avant. Tous les ouvriers de la sidérurgie, des transports et des chemins de fer doivent défendre la cause pour laquelle David Jones est mort. Ils doivent se rallier au combat des mineurs et devenir une puissante force de frappe ouvrière qui renversera le gouvernement Thatcher et précipitera la fin de ce vil système d'exploitation capitaliste.

David Jones est mort le jour de son vingt-quatrième anniversaire. Il laissait une femme et deux enfants.



David Jones family

SPARTACIST
BRITAIN

Benn wins Chesterfield as
Labour Party rallies to Cold War 'unity'

SPARTACIST
BRITAIN

Miners must not stand alone!
Spread this strike!

ABONNEZ-VOUS
30 F pour 10 numéros

LE BOLCHEVIK B.P. 135 - 10
75463 Paris cédex 10

Les ouvriers italiens secouent le gouvernement «socialiste» de Craxi

Le 24 mars, un million de personnes envahissent les rues de Rome pour protester contre la politique d'austérité violemment anti-ouvrière du gouvernement italien, à la tête duquel se trouve Bettino Craxi, le dirigeant du Parti socialiste. Ils sont venus des bastions ouvriers du nord de l'Italie, mais aussi des usines et des campagnes du Sud, unis dans un immense élan pour rejeter les plans du gouvernement visant à démanteler la *scala mobile* (échelle mobile), le système d'indexation automatique des salaires qui est un acquis de l'"automne chaud" de 1969. Parmi les mots d'ordre, on peut entendre cet avertissement à Agnelli, le patron de FIAT: "Agnelli, Agnelli, nous sommes plus d'un million, et nous ne sommes qu'une délégation".

Les ouvriers défilent aux cris de "Il est temps de changer, le gouvernement Craxi doit partir" et de "Contre les attaques des patrons, la grève, la grève générale". Ils interpellent aussi les bureaucrates ouvriers pro-capitalistes du Parti communiste italien (PCI) et des différentes confédérations syndicales: "Ce syndicat est le mien et je le dirige" et "Faisons vivre l'unité dans la lutte".

La seule comparaison possible, c'est l'"automne chaud" de 1969. A l'époque, comme aujourd'hui, des millions d'ouvriers descendaient dans les rues, ébranlant l'instable domination de classe de la bourgeoisie italienne.

Aujourd'hui, une grève générale est parfaitement possible, une grève générale qui pourrait faire tomber le gouvernement Craxi et briser le rêve, caressé par la bourgeoisie, d'un retour à la "paix de classe" des années 50 basée sur une défaite massive du prolétariat. Mais ce n'est qu'un début! Sans une direction révolutionnaire consciente, l'agonie du capitalisme italien sera retardée par les trahisons de ses lieutenants ouvriers, comme en 1969 où les dirigeants réformistes trahirent

voèrent une situation pré-révolutionnaire en une lutte futile pour des "réformes structurelles". Il est nécessaire de surmonter la contradiction entre les conditions objectivement révolutionnaires de la crise capitaliste, qui sont arrivées à maturité, et la direction antirévolutionnaire du prolétariat, et ce, en construisant un véritable parti communiste qui, suivant la voie de Lénine et Trotsky, pourra prendre la tête du prolétariat pour renverser le capitalisme.

EXPLOSION A LA BASE

Les ouvriers ont commencé à se mobiliser début février, alors que les négociations entre les directions syndicales et le gouvernement étaient toujours en cours; ils craignaient en effet de nouvelles trahisons des bureaucrates. 1500 délégués des conseils d'usine (CdF) du grand centre industriel de Brescia se réunirent le 6 février, puis le 10, cette fois avec des délégués de plusieurs usines importantes du reste du pays. Les délégués lancèrent une mise en garde contre toute concession sur la *scala mobile* et exigèrent que la défense de cet acquis soit transformée en une lutte contre les licenciements massifs frappant les travailleurs. Ces ouvriers se souvenaient parfaitement qu'à peine un an auparavant, le 22 janvier 1983, les dirigeants de la CGIL-CISL-UIL (les confédérations syndicales respectivement pro-PCI, pro-démocrates chrétiens et pro-socialistes) signaient un accord acceptant des coupes sombres de 30-35% dans la *scala mobile*.

Mais quand arriva devant le parlement pour ratification le dernier décret du gouvernement -- qui remplace la clause d'ajustement en fonction du coût de la vie par une augmentation arbitraire des salaires décidée après négociations entre gouvernement et directions syndicales --, des grèves et manifestations de protestation

éclatèrent dans tout le pays. Depuis les villes industrielles du Nord jusqu'au Sud, en passant par Rome, leur succès fut irrésistible. Toutes les grèves, que ce soit au niveau d'une ville ou d'une région, eurent plus de succès que les actions similaires appelées dans les trois dernières années par les trois confédérations.

Mais l'objectif du gouvernement Craxi n'est pas seulement d'imposer une réduction du niveau de vie des travailleurs; c'est de s'en servir comme première brèche pour une offensive générale contre les conquêtes de 1969. Ce que la bourgeoisie a déjà essayé de faire en 1980 avec les attaques contre les syndicats chez FIAT et, ces dernières années, avec des assauts répétés contre les métallos et contre la *scala mobile*. Leur objectif, c'est une classe ouvrière soumise et brisée. Le ministre du travail socialiste explique qu'il veut des syndicats "plus progressistes, moins idéologiques, plus autonomes vis-à-vis des partis", c'est-à-dire des courroies de transmission directes pour l'Etat des patrons!

Toute prétention d'"unité" entre les directions syndicales a volé en éclat. Les bureaucrates sont maintenant divisés entre les laquais avoués de Craxi et ceux qui craignent de perdre leur base organisationnelle indépendante. Un secteur de la bureaucratie syndicale a été obligé "de chevaucher le tigre" et prétendre se faire le champion des revendications de la base, exprimées par les conseils d'usine. La désintégration de l'unité bureaucratique représente un desserrement de l'étau bureaucratique sur les syndicats, ce qui permet de reforge au moyen des conseils d'usine l'"unité dans la lutte", martelée dans la manifestation de Rome.

LA REAPPARITION DES CONSEILS D'USINE

Jusqu'en 1969 les syndicats italiens ressemblaient à ceux de France:

trois confédérations divisées selon leur orientation politique et regroupant 20 à 25% du prolétariat. Mais, pendant l'"automne chaud", les travailleurs commencèrent à élire des délégués de chaîne et de départements d'usine, tout cela sur la base d'assemblées ouvertes à tous les ouvriers de l'usine. C'était un coup porté contre les divisions parmi les travailleurs et un pas vers le syndicalisme industriel -- une seule organisation syndicale pour les ouvriers de tout un secteur industriel. Les conseils d'usine (ou conseils de délégués) devinrent la base organisationnelle des syndicats.

Les manœuvres bureaucratiques appuyées par l'intervention directe de l'Etat réussirent à bloquer ce processus d'unification; à la place, un pacte CGIL/UIL/CISL aux termes duquel chacune de ces fédérations obtenait un tiers des voix pour chacun des organes de coordination -- une procédure hautement antidémocratique si l'on considère que la CGIL compte au total autant d'adhérents que les deux autres centrales réunies, et même plus dans la plupart des régions industrielles.

Mais les luttes actuelles voient une renaissance des conseils d'usine, accompagnée d'une défection en masse des ouvriers de la CISL et de l'UIL au profit de la CGIL. A l'intérieur même de la CGIL, il y a des défections de l'aile socialiste vers le PCI, ce que les ouvriers combattifs veulent formaliser par un congrès extraordinaire du syndicat afin de réduire l'importance de l'aile pro-PS.

Le mois de mars a été marqué non seulement par des grèves et manifestations répétées, au niveau d'une ville ou d'une région (par exemple, trois grèves différentes à Florence), mais aussi par la multiplication des réunions de délégués de conseils d'usine au niveau régional et même national. Le 6 mars, 5000 de ces délégués, réunis à Milan, adoptaient un manifeste qui déclarait: "Dans les usines et les lieux de travail, les travailleurs sont représentés par des délégués et des conseils de délégués élus par tous les travailleurs à bulletins secrets. Les conseils de délégués ne peuvent être divisés entre les différentes organisations syndicales; ils représentent les travailleurs unis. Les décisions prises par les conseils sont obligatoires pour tous les syndicats. La fédération CGIL-CISL-UIL doit convoquer au moins une fois par an une assemblée de tous les délégués. De telles assemblées doivent de toute façon être convoquées avant que soit prise toute décision concernant des questions ayant rapport à une revendication générale." (Appel pour la démocratie et l'unité des syndicats, adopté pour la première fois par 1200 délégués de Brescia, puis par acclamation le 6 mars lors d'une réunion nationale de délégués à Milan).

A la tête des conseils d'usine on trouve une alliance entre des militants du PCI (en particulier les "Kabulisti" qui s'opposent à la dénonciation de l'URSS par Berlinguer après l'intervention en Afghanistan), la FIM-CISL et les militants d'"extrême gauche" de Democrazia Proletaria (DP). Ces éléments ne représentent cependant pas une espèce de direction



"Nous sommes plus d'un million, et nous ne sommes qu'une délégation", scandaient les ouvriers le 24 mars à Rome.

révolutionnaire spontanée, mais simplement une variante plus combative du réformisme qui ne va pas au-delà de l'opposition au décret de Craxi.

Le "syndicat des conseils [d'usine]" si cher à beaucoup de militants de gauche est en fait une structure hybride et instable: il y a d'un côté les bureaucrates qui veulent liquider les conseils (la CGIL appela à la manifestation de Rome par dessus la tête des conseils d'usine), et de l'autre les délégués qui veulent lutter, mais qui soit ne savent pas comment soit n'osent pas présenter un programme de lutte de classe. Le rôle actuel de la direction des conseils pose la question de la destruction des appareils bureaucratiques. Les bureaucrates qui se sont d'eux-mêmes exclus des grèves et des mobilisations ont en réalité démissionné de tout rôle dirigeant. Pour l'élection de nouveaux dirigeants syndicaux sous le contrôle rigoureux de la base -- renouvellement des conseils d'usine par l'élection de délégués révocables à tout moment par les travailleurs!

Mais les conseils d'usine peuvent être bien plus que la base d'un véritable syndicalisme industriel basé sur une complète démocratie ouvrière. A Turin, les conseils des plus grandes usines sont devenus des "directions de secteur" qui regroupent autour d'elles les conseils d'entreprises plus petites et même la population dans les quartiers. Les conseils d'usine, embrassant des secteurs toujours plus larges de la classe ouvrière et de ses alliés, pourront devenir des organes du double pouvoir.

APRÈS 40 ANS D'ACCORDS AVEC LES DEMOCRATES-CHRETIENS: ASSEZ! POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER!

La haine de Craxi est largement répandue dans la classe ouvrière italienne. Pas seulement à cause de ses attaques provocatrices contre la *scala mobile*. A Rome, une banderole faisait le lien entre la politique d'austérité du gouvernement Craxi et son antisoviétisme virulent, concrétisé par le déploiement des missiles de première frappe de l'OTAN en Sicile: "Les missiles pour Comiso, le décret pour les travailleurs. Mais qui est Big Brother?"

De fait, Bettino Craxi est souvent surnommé "Benito", en mémoire du socialiste renégat Mussolini. Car, ce belliciste de guerre froide "socialiste" aspire au rôle d'homme fort bonapartiste. En plus du déploiement des missiles de croisière, son gouvernement a aidé les efforts infructueux des impérialismes US et français pour soutenir le régime maronite cléricafasciste au Liban, et il continue à maintenir une présence militaire dans le Sinaï. Non contents d'avoir négocié un accord avec le Vatican (le Concordat, où ils s'engagent à aider au renflouement des banques du Vatican, qui ont connu scandale sur scandale), les socialistes proposent des "réformes constitutionnelles", tentative de rendre le premier ministre indépendant de tout contrôle

parlementaire. Et cet aspirant bonaparte a engagé des actions en justice contre la presse pour diffamation.

Dans le cadre de son projet de briser le pouvoir des syndicats, Craxi a pratiquement traité les bureaucrates du PCI et de la CGIL comme des non-personnes. Ce qui a provoqué une réaction indignée de Berlinguer qui a mis en garde contre les "dangers inhérents à tout pas vers des méthodes autoritaires de gouvernement".

Berlinguer veut canaliser la colère des masses contre la politique à poigne de Craxi vers... une nouvelle collaboration avec les réactionnaires vénaux de la démocratie chrétienne: "[...] pour éviter le danger du déclin de la nation, de la désintégration économique et de l'asphyxie de la démocratie, une large participation de plusieurs différentes forces sociales et politiques, qui va au-delà de la gauche, est nécessaire" (*L'Unità*, 21 février).

Ces soi-disant défenseurs de l'"autonomie syndicale" ont une longue histoire d'utilisation de leur base organisationnelle indépendante dans la classe ouvrière pour trahir plus efficacement les luttes ouvrières. En 1945, la CGIL tout entière donna sans contrepartie à la *Confindustria*, le CNPF italien, le droit de licencier à volonté; l'année suivante, elle adopta un blocage auto-imposé des salaires -- tout cela au nom de la "reconstruction" au profit de la bourgeoisie. Dans les années 70, quand le "compromis historique" avec les démocrates-chrétiens signifiait imposer les plans d'austérité de la bourgeoisie, Lama déclara carrément: "[...] le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices, non pas marginaux mais substantiels [...]. Nous pensons que les entreprises ont le droit de licencier quand elles ont prouvé qu'elles étaient en crise."

Quant à Berlinguer champion des droits démocratiques, personne en Italie ne peut oublier qu'entre 1976 et 1979 le PCI faisait en fait partie de la majorité parlementaire qui dirigeait le pays, sous les gouvernements exclusivement démocrates-chrétiens de politiciens comme Aldo Moro et Giulio Andreotti. C'est pendant cette période que fut lancée la plus grande chasse aux sorcières "antiterroriste" (anticommuniste) de l'histoire italienne, contre les Brigades rouges et d'autres groupes de gauche; quelque 4000 militants de gauche sont encore en prison, dont beaucoup ont été dénoncés par de misérables mouchards de la police, les "pentiti". L'Italie a maintenant plusieurs des lois les plus répressives parmi les pays qui se targuent d'être des démocraties bourgeoises.

Un véritable parti révolutionnaire, léniniste, se battrait pour la libération de tous les militants emprisonnés pendant la chasse aux sorcières du front populaire, pour l'abolition des lois répressives réactionnaires spéciales, comme la loi Reale, et de tous les corps de répression policiers spéciaux (DIGOS, la police antiterroriste).

Aujourd'hui, les travailleurs peuvent voir le lien entre la guerre froide

et l'austérité capitaliste. Mais en 1981 les directions syndicales étaient toutes unies dans la campagne antisoviétique pour soutenir le "syndicat" contre-révolutionnaire polonais Solidarnosc, un syndicat-maison au service de la CIA et du Vatican; les ouvriers étaient de l'autre côté de la barricade; ils refusaient "de faire grève pour la Vierge noire de Czestochowa". Le PCI avait déjà proposé ses services pour la campagne de guerre froide des impérialistes, essayant en vain de se ménager les bonnes grâces de la Maison Blanche et du Vatican. Les démocrates-chrétiens n'accep-

qui, basé sur le parlement bourgeois, ne serait que le fruit de combinaisons électorales.

Depuis 1945, la bourgeoisie envisage périodiquement la possibilité de porter au pouvoir un homme fort bonapartiste (les nombreuses rumeurs de coup d'Etat des années 60 et 70, la "stratégie de la tension" des terroristes fascistes). Mais en 1960 des centaines de milliers d'ouvriers et de militants de gauche descendaient dans les rues contre la tentative, qui fit long feu, de former un gouvernement de coalition DC/néo-fascistes. Le prolétariat organisé n'a pas été défait



Le prolétariat italien se mobilise contre "Benito" Craxi et ses prétentions à devenir l'"homme fort" du capitalisme italien.

tèrent cependant pas le PCI dans le gouvernement; Berlinguer, même en se prosternant servilement ("l'élan qui avait pris naissance dans la révolution d'Octobre est épuisé" -- c'est-à-dire qu'il n'y a plus rien de progressiste à défendre dans l'Etat ouvrier dégénéré-soviétique), n'a pu amadouer l'hostilité de Craxi.

POUR UN 1969 QUI VA JUSQU'AU BOUT!

Les luttes actuelles doivent être renforcées et centralisées dans une véritable grève générale nationale. Pour gagner, il faut paralyser le pays d'un bout à l'autre, fermer les usines, les ports et les aéroports, arrêter tous les transports urbains et ferroviaires. Une telle grève générale pourrait galvaniser le prolétariat entier, qui pourrait, de la défense de la *scala mobile* actuelle, passer à la contre-offensive. Une série de revendications transitoires -- comme une véritable échelle mobile des salaires et des heures de travail -- allant en direction du pouvoir prolétarien, dans lequel la rationalité économique socialiste empêchera le chômage massif et d'importantes diminutions de salaires, serait immédiatement mise à l'ordre du jour. Une telle grève générale devra être défendue -- et étendue -- par des piquets de masse, les embryons des milices ouvrières, pour repousser les briseurs de grève, les fascistes et les flics.

En même temps qu'ils peuvent devenir le cadre organisationnel pour une grève générale, les conseils peuvent devenir des organes de double pouvoir en instituant le régime du contrôle ouvrier dans les usines. La classe ouvrière italienne a montré son appétit pour arracher le contrôle de ses propres organisations -- les syndicats -- aux bureaucrates traîtres qui les dirigent. Pourquoi pas celui de tout le pays, lequel est manifestement aux mains d'une bourgeoisie vénaux et incompétente, incapable de le diriger?

Cela signifie consolider les organes du pouvoir des soviets, sur la base de la centralisation des conseils d'usine et de la généralisation du contrôle ouvrier, un véritable gouvernement ouvrier, ce qui n'a rien de commun avec le "gouvernement des partis ouvriers" dont les pseudo-trotskystes, font, le boniment, et

depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui met un énorme obstacle devant des aspirants bonapartes comme Craxi, mais ça ne peut pas durer éternellement. A long terme, le choix est inévitable: socialisme ou fascisme.

L'après-Première Guerre mondiale vit l'apogée des luttes prolétariennes en Italie -- tout le pays était soumis au contrôle ouvrier basé sur les conseils d'usine. Mais les "Années rouges" montrent que sans une direction révolutionnaire armée d'un programme pour la prise du pouvoir, le résultat peut être désastreux. Les Chemises noires de Mussolini liquidèrent rapidement les conquêtes de 1920 et plongèrent l'Italie dans plus de 20 ans de barbarie fasciste. Aujourd'hui, il est nécessaire de surmonter l'énorme contradiction qui existe entre la combativité dont a fait preuve à plusieurs reprises le prolétariat italien et l'absence d'une direction digne de cette combativité. Le parti et les cadres capables de diriger la révolution socialiste doivent être forgés dans un processus de scissions et de fusions parmi les organisations du prolétariat italien. C'est la tâche à laquelle se voue la Lega Trotskista d'Italia, section sympathisante de la tendance spartaciste internationale: la construction d'un parti communiste léniniste-trotskyste qui ne s'arrêtera à rien moins que la révolution prolétarienne! ■



Le 24 mars, à Rome, cortège du conseil d'usine de FIAT Milan.

SPARTACO

*Sciopero generale nazionale per abbattere il decreto
Via il governo antioperaio e antisovietico!*

**Per un "1969"
che vada fino in fondo!**

BASTA A 40 ANNI DI ACCORDI CON DC E SOCI!
Per un partito leninista che lotti per un governo operaio!

Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

2 F

Allemagne: les leçons de la grève des chantiers navals de Hambourg



"HDW occupé!", telle fut la réponse des ouvriers des chantiers navals de Hambourg aux licenciements massifs.

L'automne allemand a été marqué par la grève avec occupation des chantiers navals de Brême et Hambourg contre les licenciements. Ce spectaculaire mouvement représente l'événement politique le plus important en République fédérale allemande depuis sa fondation, en 1948. Par ailleurs, le déploiement des Pershing-2, sous la houlette du fanatique antisoviétique Reagan, a profondément polarisé la société ouest-allemande. Longtemps noyau relativement stable de l'Europe de l'OTAN, l'ordre capitaliste allemand commence à se lézarder sous l'impact combiné de la mobilisation belliciste impérialiste et de la crise économique.

Les neuf jours d'occupation des chantiers navals de HDW à Hambourg furent dans une large mesure le résultat des actions combatives d'un groupe de femmes, épouses des ouvriers des chantiers navals. Ce groupe de femmes se battit pendant des mois pour encourager leurs hommes à engager une lutte contre les licenciements (frappant la moitié des 4500 ouvriers de HDW à Hambourg et un tiers des 9000 ouvriers de HDW à Kiel). Pendant cette lutte, Birgit Wojak, une des principales militantes de ce groupe, fut gagnée à la politique de nos camarades de la Trotskistische Liga Deutschlands

(TLD), section de la tendance spartakiste internationale. En effet, contre les stratégies réformistes des partis de gauche qui ont mené la lutte à la défaite, la TLD mena une active campagne de propagande sur les occupations qui proposait aux ouvriers une alternative pour gagner. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article de son journal, Spartakist (mars), sur les leçons de l'occupation de HDW.

* * * * *

[...] Lorsque la coalition CDU/FDP succéda brusquement à la coalition d'austérité dirigée par Schmidt, plus de 500 000 sidérurgistes, dockers, et métallurgistes manifestèrent dans les rues à l'appel du DGB (fédération des syndicats allemands). Face à cette rage et cette combativité, les dirigeants du DGB tremblèrent pour leur "paix sociale" et utilisèrent ces manifestations massives pour remettre le SPD sur le marché, comme un "moindre mal". Mais ils n'ont pu éteindre l'incendie qu'ils avaient allumé. Depuis un an et demi, grèves et manifestations des bataillons de choc de la classe ouvrière, de la Ruhr aux chantiers navals, ont laissé leurs traces dans la société ouest-allemande et bien

ébranlé la réactionnaire "idylle de l'entente sociale". La classe ouvrière riposte!

Lorsque les patrons [du chantier naval nationalisé] de Howaldtswerke-Deutsche Werft AG (HDW) ont annoncé 1354 licenciements en septembre dernier -- premier pas vers la fermeture totale -- les ouvriers ont occupé leur chantier et appelé tous les ouvriers à les rejoindre dans la bataille. HDW s'était lancé le premier et, une semaine après, c'était l'occupation du chantier naval AG Weser à Brême. Ce qui devait suivre, c'était l'extension de la grève: "Pour une grève nationale unie des travailleurs des chantiers navals, de la sidérurgie et des mines", titrait le tract de la TLD le 19 septembre. Une telle grève aurait non seulement montré la voie à tous les ouvriers; mais elle aurait pu être le prélude à des grèves ouvrières contre le déploiement des missiles de première frappe de l'OTAN et aurait pu préparer un automne vraiment chaud pour la bourgeoisie allemande. Mais c'est précisément ce que craignaient les stratèges de l'entente sociale, les bureaucrates syndicaux, le SPD et leurs couvertures de "gauche". Et à juste titre. Des centaines de milliers d'ouvriers des chantiers navals et de la sidérurgie, de Brême à Völklin-

gen, de Salzgitter à Dortmund, virent en HDW un symbole et un signal pour une lutte unie contre le chômage massif. Durant neuf jours, la lutte à HDW ébranla toute la côte sur la mer du Nord. Ce fut probablement la plus importante bataille de classe des trente dernières années.

BUREAUCRATES SYNDICAUX ET REFORMISTES A GENOUX DEVANT L'AUTEL DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE

C'est le groupe des femmes de HDW-MAN qui fut à l'initiative de l'occupation. Elles distribuèrent des tracts et firent une grève de la faim pour déclencher la mobilisation: "Si vous, les gars, vous ne vous décidez pas à faire quelque chose, nous allons vous en faire voir" ["Wenn ihr Männer nicht in die Hufe kommt, werden wir mit euch schlitten fahren"]. C'est ainsi que l'un des ouvriers résumait l'intervention de Birgit Wojak à l'assemblée d'usine qui eut lieu pour cesser la grève de la faim. Les hommes ont compris qu'il n'y avait pas d'autre solution que de se battre pour leur boulot, et ils ont décidé à l'unanimité qu'il "valait mieux occuper HDW que de faire la queue au bureau de chômage!" ["Lieber HDW besetzen, als zum Arbeitsamt hinsetzen!"] A partir de ce jour, une grande affiche était accrochée au mur de la cantine: "Licenciés: les patrons".

L'occupation de HDW posa dans la pratique la question de qui étaient les maîtres du chantier naval: le capitaliste ou les ouvriers. Mais lorsque la question du pouvoir dans l'usine est posée directement, les ouvriers doivent donner une expression organisationnelle à leurs intérêts, en instituant un comité de grève élu pour diriger la grève sur la base de la lutte des classes et former un "état-major alternatif" à celui des patrons. Parce que dans leur lutte pour conserver leurs emplois, les ouvriers ne confrontent pas seulement Ahlers [représentant patronal]. Ce n'est pas de l'homme dont il s'agit, c'est de sa classe! C'est le gouvernement réactionnaire de Kohl, qui en tant que comité représentant tous les capitalistes, administre et défend les intérêts du profit. Et la "loi de réglementation du Travail" [Betriebsverfassungsgesetz] et les flics dans les boîtes ne sont pas leurs seules armes. Ils ont sous leurs ordres la police et l'armée à envoyer contre les ouvriers en grève. Les ouvriers immigrés sont particulièrement menacés, non seulement par le danger d'expulsion immédiate, mais aussi par la terreur fasciste des "Loups gris". La direction de la grève doit armer la lutte contre ces dangers en jetant dehors les briseurs de grèves, des flics-maison à la maîtrise, et en protégeant l'usine occupée par des groupes ouvriers d'autodéfense. Quand Loderer, ex-patron de l'IG Metall [syndicat des métallos], se lamentait à propos de l'occupation: "Que va-t-on faire maintenant? Qu'est-ce qui va se passer? Où cela va-t-il finir?", il avait de bonnes raisons de se faire du souci. La lutte, qui commence contre les patrons dans l'usine, doit être dirigée en même temps contre le gouvernement, et la victoire ne peut être définitivement remportée que lorsque le pouvoir d'Etat est entre les mains des ouvriers. Mais ce n'était pas le programme de ceux qui dirigeaient l'action à HDW. La direction de l'occupation, coalition d'"entente" composée de membres du SPD, du DKP et de RGO ["l'opposition syndicale révolutionnaire", pro-albanaise], avait pour but une occupation "légal" dans le cadre des lois capitalistes et des statuts syndicaux. Cette "direction de la grève" ne voulait rien avoir à faire avec la lutte pour le pouvoir. Ils laissèrent en paix la direction sur le chantier naval, les cols blancs purent continuer à travailler et ils partagèrent le contrôle des grilles du chantier avec les flics privés des patrons, les vigiles de la société. Mahler, le président du conseil d'usine [conseil de cogestion], et Müller-Goldenstedt, du DKP, le "dirigeant de la grève", jetèrent leurs misérables tactiques.

de mendiants dans la balance pour brader l'occupation par un "compromis" et déclarèrent publiquement la "suspension" de la lutte pendant les négociations. Ce qui fit dire fort à propos aux ouvriers de HDW: "Nous aurions dû occuper le bureau du conseil d'usine depuis le début aussi." Et où était la solidarité des syndicats? "Depuis le début de l'occupation, le comité d'action et les ouvriers de HDW-Hambourg attendent une lettre de solidarité de la direction nationale, la visite d'une personnalité importante, un soutien financier quelconque de la part de l'IG Metall [...]" (*Was tun*, journal du Groupe Internationale Marxisten, 27 septembre 1983). Mais ce que nous attendons de la part des bureaucrates de DGB/IG Metall, ce ne sont pas des paroles creuses de solidarité; ce que nous demandons, c'est: qu'ont-ils fait de concret? Où est passé l'argent du fonds de grève? Dans les poches des gros bonnets de Neue Heimat? [La direction de Neue Heimat, la plus grande entreprise de bâtiment d'Allemagne de l'Ouest, dont le DGB est le propriétaire, a été récemment impliquée dans une affaire de corruption]. Pour eux, il y avait tout l'argent qu'on voulait, puisque c'était légal, alors que les ouvriers n'ont pas eu un centime, "parce que légalement ils n'y avaient pas droit". Quel ouvrier ne se souvient pas de l'action criminelle ordonnée par les bureaucrates de ÖTV [syndicat des fonctionnaires]. Notant que l'occupation était une "action illégale", ils ont laissé kidnapper un navire du chantier occupé alors que cela pouvait mettre en danger la vie d'ouvriers. Des "dirigeants ouvriers" comme ça trahissent les luttes avant même qu'elles commencent. Ils ne défendent même pas la "Loi fondamentale" [*Grundgesetz*] pour chaque ouvrier: Les piquets de grève, ça veut dire: on ne passe pas! Des gens qui justifient qu'on ne débourse pas l'argent des fonds de grève et que la loi de réglementation du Travail organise le passage des grèves par les syndicats eux-mêmes et font voter par le *Bundestag* [parlement] la légitimité des grèves!

La loi de réglementation du Travail a été créée en 1920 contre les conseils ouvriers de la Révolution allemande. Son but était de transformer les conseils en organes pro-capitalistes et anti-ouvriers par le biais de l'obligation à la "paix" et au "silence" (coopération industrielle). Les nazis, après avoir écrasé les syndicats et les partis en 1933, utilisèrent une nouvelle version de la loi dans le cadre du système corporatiste. La loi en vigueur aujourd'hui, votée en 1952, marquait la fin d'une période de luttes ouvrières de l'après-guerre. Elle consacre la subordination des syndicats à l'Etat bourgeois. A bas la loi de réglementation du Travail! Il faut chasser les bureaucrates qui la mettent en vigueur dans les syndicats. La classe ouvrière a besoin d'une direction syndicale de lutte de classe et d'un parti révolutionnaire! [...]

PAS D'"ALTERNATIVE CAPITALISTE", MAIS UNE ECONOMIE SOCIALISTE PLANIFIEE!

"Alors que la bureaucratie de l'IG Metall veut consolider les magnats de la sidérurgie allemande dans le cartel protectionniste du Marché commun, la 'gauche' fait campagne pour une 'société nationalisée de la sidérurgie' ou des 'chantiers navals nationalisés'. Mais si on ne se débarrasse pas de l'économie capitaliste, ces compagnies nationalisées (comme HDW) seront au service des capitalistes. Alors que sur les chantiers navals de Rostock, à quelques kilomètres d'ici, en Allemagne de l'Est, grâce à l'économie planifiée soviétique, les carnets de commandes sont pleins pour des brise-glace, navires de tourisme, etc., et ce, pour des années. La 'solution' capitaliste à la crise des chantiers navals, c'est la production d'armements: navires de guerre et sous-marins pour la guerre contre l'Union soviétique." C'est ce que nous avons écrit dans notre tract du 19 septembre 1983. Les sociaux-démocrates et les syndicats ne sont plus les seuls

à revendiquer la nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, voire une "planification". Les idéologues bourgeois la reconnaissent aussi. Dans un article du *New York Times* du 8 janvier, intitulé "*Economic Experiences of the Two Germanies*" [expériences économiques des deux Allemagnes], le professeur Wiley de New-York en vient à conclure: "*Dans le domaine économique, le dirigisme semble arriver en vainqueur [...]. De plus, les Allemands de l'Est jouissent d'une croissance économique stable -- jamais moins de 3% -- et ne connaissent pas de chômage significatif. En comparaison, l'Allemagne de l'Ouest a une croissance*

L'accord pour la construction de moteurs de Volkswagen en RDA comme le gazoduc eurosoviétique donnent un avant-goût, même dans le contexte de l'irrationalité capitaliste et de l'incompétence bureaucratique du SED et des dirigeants du Kremlin, de ce que pourrait donner une économie planifiée commune qui utiliserait la force de travail et les ressources naturelles et techniques de la toundra sibérienne à la péninsule ibérique. La réunification révolutionnaire de l'Allemagne dans des Etats-Unis socialistes d'Europe est le programme de la conquête du pouvoir prolétarien en Allemagne et en Europe. Elle se fera par une



Birgit Wojak, une des principales dirigeantes du groupe femmes de HDW/MAN qui joua un rôle crucial dans l'occupation des chantiers navals, à la tribune du meeting de la TLD pour la journée internationale des femmes à Hambourg.

économique négative [...] et a atteint en février dernier un taux de chômage de 10,4%." Entre l'économie planifiée de la RDA [République démocratique allemande], avec des carnets de commandes des chantiers navals remplis jusqu'en 1990, avec son niveau de vie en hausse (quoique lente), d'un côté, et les licenciements massifs, la destruction de chantiers navals relativement modernes en Allemagne de l'Ouest capitaliste de l'autre, ce qui est posé n'est pas une sorte quelconque de "soulèvement démocratique", mais le renversement de la bourgeoisie comme classe et la nationalisation des moyens de production. Nous défendons les acquis sociaux en RDA -- malgré la clique bureaucratique dirigeante qui opprime politiquement les ouvriers -- contre la restauration capitaliste et nous combattons pour qu'ils soient étendus à l'Allemagne de l'Ouest.

Après la victoire de l'Armée rouge contre la *Wehrmacht* de Hitler, les alliés, impérialistes et stalinien, ont divisé l'Europe et l'Allemagne -- et le puissant prolétariat allemand. Staline a permis cela. Mais, on ne peut pas construire le socialisme dans un demi-pays; et les bureaucrates du SED [parti] stalinien de la RDA ne peuvent pas non plus parvenir à une "coalition d'entente" (Honecker) avec Krupp, Thyssen et Flick, qui sont en train de s'armer pour une nouvelle guerre afin de reconquérir "leurs" usines en Allemagne de l'Est, Pologne et Union soviétique. La seule chose qui les en a empêchés jusqu'ici, c'est la puissance nucléaire de l'Union soviétique. Mais ces patrons ont déjà détruit deux fois l'Allemagne et l'Europe avec leur *Drang nach Osten* [expansion à l'Est]. Cette fois, bien sûr, c'est toute la planète qu'ils menacent de détruire. Le prolétariat allemand a un rôle clé à jouer pour empêcher la catastrophe nucléaire. En particulier, maintenant que l'Allemagne est le fer de lance contre la RDA et l'Union soviétique -- avec les Pershing-2 et les missiles de croisière --, la mobilisation de la classe ouvrière allemande est d'une importance décisive pour la défense de la RDA et de l'Union soviétique.

Léon Trotsky et l'Opposition de gauche exigeaient, le 6 octobre 1932, alors qu'il y avait à l'époque en Allemagne six millions de chômeurs: "En Allemagne, il ne s'agit pas d'entreprendre pour la première fois l'édification du socialisme, mais d'associer les forces productives, la culture, le génie technique et organisationnel de l'Allemagne à la construction du socialisme déjà commencée en URSS" ("La seule voie", *Comment vaincre le fascisme*).

révolution socialiste qui écrase le capitalisme à l'Ouest et une révolution politique prolétarienne qui renverse la bureaucratie stalinienne dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés à l'Est. Ceux qui ont occupé HDW, à l'instar des marins de Kiel en 1918 qui ont déclenché la révolution de Novembre, auraient pu être l'étincelle de l'Octobre allemand de 1983.

OUVRIERS, OUVRIERES, ALLEMANDS, IMMIGRES: UNE SEULE CLASSE, UN SEUL COMBAT!

Les ouvriers étrangers (qui déjà dans les grèves sauvages de 1973 avaient été à la pointe du combat) ont joué dans l'occupation de HDW un rôle aussi décisif que celui des femmes. Et ce sont précisément les couches les plus opprimées, les femmes et les ouvriers immigrés, qui ont subi les coups les plus durs de la part du gouvernement réactionnaire de Kohl, Zimmermann et Geissler, dans la droite ligne de la politique "sociale" raciste du genre "extinction de la race allemande" et de "notre pays est envahi par les étrangers", ont pour programme: "Kinder, Küche, Kirche" [enfants, cuisine, Eglise] et "Les Turcs dehors!" Cela va main dans la main avec la terreur des bandes fascistes qui, à Berlin le 26 octobre, ont cherché à mettre en pratique leur programme pour une "nation sans étrangers" par des pogromes contre les ouvriers immigrés et leurs familles. Mais faire appel à l'Etat bourgeois contre la terreur fasciste des "Loups gris" ou contre les lois comme l'article 218 contre l'avortement ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est l'action syndicale. Les ouvriers allemands et immigrés doivent écraser les bandes nazies et repousser les attaques contre les droits des femmes et des immigrés. Pleins droits de citoyenneté pour les ouvriers immigrés et leurs familles!

La plus grande partie des ouvriers non-qualifiés est constituée de femmes et d'immigrés. Ils sont souvent relégués aux travaux les plus durs, les plus sales et les plus malsains, et pour des salaires inférieurs. Ils sont les derniers embauchés et les premiers licenciés.

Les ouvriers immigrés en particulier ont eu à apprendre ce qu'ils pouvaient attendre pour leur défense de la part des "organisations ouvrières", les sociaux-démocrates et les syndicats. "Nous allons devoir nous séparer surtout de nos employés étrangers": ce fut la formule employée par les patrons des chantiers navals pour leur plan de licenciements de 9 000 ouvriers et ils furent approu-

vés en cela par les "camarades" ministres sociaux-démocrates. A la suite de l'occupation de HDW, ce sont essentiellement des ouvriers immigrés qui ont été licenciés pour être renvoyés à la misère et la terreur de leur pays d'origine. Les bureaucrates syndicaux, qui représentent la couche supérieure "blanche" de la classe ouvrière, se sont montrés des exécutants dociles de cette politique: "Nous n'avons pas pu estimer correctement comment les ouvriers immigrés votent" a été l'expression cynique de Mahler, le dirigeant du conseil d'usine de HDW pour dire que, dans les faits, on avait empêché les ouvriers immigrés de participer pleinement à l'occupation de HDW. La responsabilité en incombait aux bureaucrates et à la direction de la grève qui n'ont rien fait pour que les réunions syndicales, assemblées d'ouvriers, publications et journaux de grève soient traduits dans la langue maternelle de tous les ouvriers. C'est pourtant une revendication minimum pour l'égalité des droits des ouvriers immigrés, que ce soit dans les organisations ouvrières ou dans l'Etat bourgeois.

Le pourcentage des femmes dans la population active est de 40%. Les ouvriers immigrés constituent à peu près un sixième du prolétariat industriel. Tous deux peuvent jouer un rôle central dans la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et pour la révolution -- non seulement en Allemagne de l'Ouest mais dans toute l'Europe.

ROMPEZ AVEC LE REFORMISME DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE! POUR UN PARTI COMMUNISTE VICTORIEUX!

Quand les bureaucrates de gauche comme Geisselbrecht, du DKP, disent: "Une lutte défensive de tous les chantiers navals et de tous les ouvriers de la sidérurgie, organisée par la direction de l'IG Metall n'était pas réalisable cette fois-ci", quand les stalinien essaient de trouver des excuses pour leurs propres experts en trahison: "Evidemment, dans le cas de HDW, on n'avait pas assez de puissance pour gagner les revendications des travailleurs", ils ne comptent pas avec la puissance des ouvriers et de leurs femmes. Tout ce baratin sur "les ouvriers n'étaient pas prêts, les temps n'étaient pas propices" n'est que le produit de l'ignorance ou de la malhonnêteté consciente. La "possibilité" ou l'"impossibilité" de gagner les revendications de la classe ouvrière ne se déterminent pas à la table des négociations dans le bâtiment de la direction, mais dans la lutte. Mais la lutte est précisément ce dont les sociaux-démocrates Breit, Mahler et Cie ne veulent pas. Ils veulent la "paix sociale", c'est-à-dire empêcher la lutte. [...]

L'obstacle principal sur ce chemin est encore le SPD. Le SPD qui garde son caractère de parti ouvrier bourgeois: il repose sur la classe ouvrière, sa base traditionnelle, pour pouvoir mobiliser sur une politique de "réformes", c'est-à-dire un programme bourgeois. Le SPD qui s'est engagé à respecter la propriété capitaliste essaie de réconcilier le prolétariat avec l'Etat bourgeois, le lie à l'ennemi de classe. On ne pourra construire un parti révolutionnaire de masse en Allemagne que si l'on scissionne le SPD sur une ligne de classe et que l'on brise l'hégémonie des réformistes sur la classe ouvrière. ■

Pour la révolution permanente en Afrique australe !

Le Mozambique et l'Angola s'inclinent devant l'Afrique du Sud

Au coeur du *no man's land* qui longe la rivière Komati en Afrique australe s'est tenue une bien solennelle cérémonie diplomatique. Dans un wagon construit et décoré pour le roi George VI d'Angleterre, Samora Machel, le président "marxiste" du Mozambique, embrassait le sud-africain Pieter Botha. Et, avec leur stylo en or massif, ils ont signé un pacte de non-agression garantissant qu'aucune des parties ne soutiendrait des rebelles cherchant à renverser le gouvernement de l'autre. En arrière-plan, les anciens guérilleros du Frelimo, qui avaient en leur temps combattu le colonialisme portugais, devisaient aimablement avec les soldats blancs sud-africains. Peu après, en gage de son amitié toute nouvelle avec les bourreaux de l'apartheid, la police mozambicaine lançait des raids contre le domicile de militants de l'African National Congress (ANC), saisissant

la stabilité et le renforcement des forces démocratiques contre la subversion communiste" (*Star* de Johannesburg, 27 novembre 1982). Militairement dévastés et poussés à la soumission par la famine, les régimes nationalistes bourgeois du Mozambique et de l'Angola ont été brisés par l'impérialisme sud-africain. Ils étaient des Etats clients de l'Union soviétique. Ils entrent maintenant dans le "monde libre". Le droit d'entrée a été payé en sang, le sang des militants de l'ANC d'Afrique du Sud et des guérilleros de la SWAPO qui, pendant dix-huit ans, ont lutté contre l'impérialisme de l'apartheid.

"Machel a trahi l'Afrique noire dans sa quête de la liberté", s'est écrié un employé de bureau noir de Johannesburg (*New York Times*, 20 mars). Personne ne peut contester ça. Mais ce qu'il y a là, ce n'est pas simplement la trahison, aussi

une incitation à la résistance. Ainsi, la révolte de Soweto dans l'été 1976 explosa juste quelques mois après que les troupes cubaines eurent chassé l'armée sud-africaine d'Angola. Nous voyons ici la dynamique réciproque de la révolution permanente en Afrique australe. Ce dont il est besoin pour réaliser le programme de la révolution permanente, c'est d'un parti trotskyste d'avant-garde qui lie le prolétariat noir d'Afrique du Sud aux luttes de libération nationale et aux revendications démocratiques de toute la région. Une telle avant-garde communiste ne peut être forgée qu'au travers du combat politique avec le nationalisme petit-bourgeois.

LES NATIONALISTES DU MPLA DEVIENNENT LES GARDES-FRONTIÈRES DE L'APARTHEID

Quand le mouvement petit-bourgeois du MPLA arrachait finalement l'indépendance de l'Angola au Portugal, et ce après des décennies de luttes sanglantes, l'Afrique du Sud lançait une invasion massive avec l'aide des Etats-Unis pour essayer d'installer un gouvernement fantoche à Luanda. L'impérialisme US encore sous le coup de sa défaite humiliante au Vietnam était incapable d'intervenir directement: les terroristes de l'apartheid furent repoussés avec l'intervention de milliers de soldats cubains dévoués. Les troupes cubaines qui se montent maintenant à 25 ou 30000 hommes ont protégé l'indépendance chèrement payée de l'Angola contre l'axe Washington-Prétoria. Et cette protection a été désespérément nécessaire. Depuis 1975, l'Afrique du Sud a envahi à douze reprises l'Angola. La dernière et la plus importante attaque date de décembre-janvier dernier. La machine de guerre de Prétoria a massacré des milliers de villageois angolais, déraciné des millions de gens, dévasté économiquement des régions entières et détruit des ressources estimées à sept milliards de dollars. L'Afrique du Sud s'est taillé une zone de 48 Km de large dans le sud de l'Angola, une base pour la couverture aérienne et le soutien logistique qu'elle fournit aux forcés fantoches de l'UNITA de Jonas Savimbi, étendant sa terreur et le sabotage économique dans le tiers sud du pays.

Le prétexte qu'invoque publiquement Prétoria pour justifier son utilisation massive de la terreur, c'est l'élimination des bases militaires de la SWAPO. Washington et Prétoria ont aussi insisté pour que l'indépendance de la Namibie soit conditionnée au retrait "parallèle" des troupes cubaines d'Angola. Jusqu'à il y a quelques mois, le régime du MPLA rejetait verbalement cette conception du "linkage" [lien] et réaffirmait constamment son soutien à la SWAPO. Y compris quand il était en train de négocier la trahison, le ministre des affaires étrangères angolais, Paulo Jorge, déclarait: "Il est du devoir absolu des Etats de la ligne de front, comme il est du devoir de tous les pays africains de soutenir l'ANC, de continuer à aider la SWAPO" (*Africa Asia*, février). Pour sûr; les nationalistes du MPLA sont en train de "soutenir" la SWAPO -- ils aident l'armée sud-africaine à les tuer.

Tout de suite après la signature de l'accord avec Prétoria, le président angolais, Jose Eduardo dos Santos affila à La Havane pour discuter de la question des troupes cubaines.

Selon la déclaration commune de l'Angola et de Cuba (bien accueillie par le secrétaire d'Etat US Shultz), les troupes cubaines devront se retirer avec la seule promesse de la part de l'Afrique du Sud d'appliquer les différentes résolutions de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie. En d'autres termes, l'Afrique du Sud occupera toujours la Namibie, son armée sera toujours massée aux frontières de l'Angola, après le retrait des troupes cubaines.

Les guérilleros de la SWAPO et les peuples de Namibie sont les victimes immédiates et directes du marché passé entre l'Angola et l'Afrique du Sud. Mais la trahison des rusés politiciens du MPLA pourrait bien se retourner contre eux. Une fois les forces cubaines parties, qu'est-ce qui empêchera les dirigeants racistes d'Afrique du Sud de déchirer les traités, d'envahir encore une fois l'Angola, d'aller cette fois jusqu'au bout et d'installer Jonas Savimbi dans le palais présidentiel de Luanda? La parole donnée? Dans tous les cas, les nationalistes du MPLA livrent leur peuple à l'impérialisme de l'apartheid.

DEFENSE DE L'ANC!

Les dix dernières années ont vu la montée des luttes des Noirs au sein de l'Afrique du Sud sous domination blanche: la grève massive de Durban en 1976, la révolte de Soweto de 1976, le développement explosif des syndicats noirs. L'ANC, qui dans les années soixante avait été décimé et n'était plus réduit qu'à une coquille organisationnelle, a connu une remarquable résurgence en dépit d'une répression sauvage. La destruction de l'ANC par les maîtres de l'apartheid est encore plus importante pour leur survie que la liquidation de la SWAPO. D'où le pacte de non agression avec le Mozambique.

Même avant le pacte, le régime de Machel interdisait l'installation de bases militaires de l'ANC sur son territoire, tolérant seulement des locaux politiques. "Nous avons clairement signifié à l'Afrique du Sud que nous n'avons pas de base militaire de l'ANC, et que nous ne permettrons pas que le Mozambique soit utilisé comme tremplin pour des attaques en territoire sud-africain", déclarait l'année dernière le ministre des affaires étrangères de Machel (*Washington Post*, 2 janvier). Néanmoins, les partisans de l'ANC pouvaient se glisser le long de la frontière perméable et mener des attaques contre des installations de l'armée ou de la police sud-africaines. Même si ces raids n'ont que peu d'effets militaires, ils ont un grand impact. Quand en mai dernier l'ANC faisait sauter le quartier général de l'armée de l'air en plein centre de Prétoria, tous les Noirs d'Afrique du Sud se sont réjouis de ce coup humiliant contre les seigneurs de l'apartheid.

Ainsi, comme le dit l'ANC, les maîtres de l'apartheid sont bien déterminés à "contraindre les pays de notre région à agir en tant qu'agents de Prétoria pour émasculer l'ANC". Immédiatement après l'attaque du quartier général de l'armée de l'air à Prétoria, les avions sud-africains bombardèrent le bureau de l'ANC à Maputo, situé dans le même quartier que le palais présidentiel. Dans le même temps, les terroristes organisés par l'Afrique du Sud ont

Le président du Mozambique Samora Machel (à droite) devient le garde-frontière de l'Afrique du Sud de Botha (à gauche)



leurs armes et arrêtaient au moins quatre d'entre eux.

De l'autre côté du continent, une force militaire commune composée de 300 soldats angolais et de 300 sud-africains patrouille le long de la frontière namibienne pour veiller à l'application du récent cessez-le-feu. Ce contingent angolais-sud-africain aurait à trois reprises engagé des combats meurtriers avec des unités de la SWAPO (Organisation du peuple de l'Afrique du Sud-Ouest) qui luttent pour libérer la Namibie noire de la domination sud-africaine. Les Etats noirs de la "ligne de front" se sont transformés en ligne de front pour l'Afrique du Sud contre les forces qui combattent l'apartheid impérialiste.

La journaliste américaine Flora Lewis, une libérale de guerre froide, constate: "Le pacte de non-agression avec le Mozambique et le cessez-le-feu avec l'Angola, même s'ils restent très fragiles, apparaissent comme un triomphe pour l'Afrique du Sud". C'est également un triomphe pour l'impérialisme US. En fait, c'est Chester Crocker, un super-agent du département d'Etat américain pour l'Afrique, qui a été l'artisan des deux marchés. Il y a une dizaine d'années, l'impérialisme US subissait un important revers quand les forces armées nationalistes soutenues par l'Union soviétique en Mozambique et en Angola arrachaient leur indépendance contre le colonialisme portugais. Depuis lors et surtout depuis que Reagan a pris les rênes, Washington a soutenu et encouragé les efforts meurtriers de Prétoria visant à renverser ces régimes nationalistes noirs ou à les forcer à se soumettre au "monde libre".

Singeant son grand frère de Washington, Botha présente sa campagne de terreur contre les Etats noirs voisins comme "l'instauration de

méprisable soit-elle, d'un homme. La notion pan-africaniste d'une unité au-dessus des classes contre le système de l'apartheid a toujours été un mythe. Avec des économies asphyxiées par le marché capitaliste, avec des frontières artificiellement découpées dans les groupes tribaux par les anciennes puissances coloniales, les Etats bourgeois de l'Afrique noire affreusement arriérés ne peuvent pas arriver à une indépendance réelle, et encore moins se libérer de l'impérialisme. Malgré la réaffirmation constante de leur opposition indéfectible à l'apartheid, les Etats de la "ligne de front" sont en fait des colonies économiques du capitalisme sud-africain -- la puissance industrielle de la région. Le Mozambique n'est guère plus qu'un bantoustan, certes glorifié, et qui fournit à l'Afrique du Sud des facilités portuaires et, plus encore, de la main d'oeuvre pour les mines d'or du Rand. En Angola, les grandes mines de diamants sont dans les mains du sud-africain De Beers. (L'autre grand produit d'exportation, le pétrole, appartient à la multinationale américaine Gulf.)

La lutte pour une véritable indépendance nationale des peuples africains est indissociable de la lutte pour la révolution socialiste prolétarienne en Afrique du Sud. Des mines d'or du Rand jusqu'aux docks de Durban en passant par les usines automobiles du Cap, c'est le prolétariat industriel noir sud-africain qui a la puissance sociale pour non seulement renverser la domination raciste blanche, mais aussi débarrasser toute l'Afrique noire des sanglants despotes militaires, des chefs tribaux et des démagogues nationalistes traîtres qui sucent le sang de leurs peuples.

Cependant, les luttes de libération nationale à la périphérie de l'Afrique du Sud déstabilisent l'Etat de l'apartheid et sont pour les masses noires

Question femmes...

Suite de la page 3

d'avoir un mari qui ne soit pas aussi au chômage).

Ce qu'il y a de radical et de révolutionnaire dans l'analyse marxiste de la question femmes, c'est d'abord la constatation du lien indissoluble qui existe entre la position humaine et sociale de la femme et la propriété privée des moyens de production, et, de plus, ce qui fait le noeud entre l'oppression de la femme et la nécessité d'une révolution socialiste, c'est la famille.

Dans la famille prolétarienne aujourd'hui, il n'est pas question de propriété. Et pourtant, c'est pour la préservation et l'héritage de la propriété qu'a triomphé la famille nucléaire, la monogamie pour les femmes et la domination masculine. (Par ailleurs, la brutalité physique à l'égard des femmes, qui s'est solidement implantée avec l'avènement de la propriété privée et du patriarcat, est encore notablement courante.) Aujourd'hui, la famille est une unité de base essentielle pour le maintien du capitalisme. La famille ouvrière, par laquelle se reproduit la force de travail, et la famille du capitaliste, par laquelle se transmet à ses fils sa propriété (c'est-à-dire le sang et la sueur des ouvriers). Ce que nous voulons, c'est une société dans laquelle la famille puisse être remplacée par des relations sociales d'un niveau physique et affectif supérieur. (Notre but n'est pas de mettre tous les enfants à l'orphelinat!)

La camarade de la LTF qui faisait la présentation a noté que l'Internationale communiste de Lénine a répondu à l'oppression transclasses

Afrique australe...

mené une campagne de sabotage économique qui, combinée à la sécheresse, a fait mourir de faim quelque 40000 villageois mozambicains. Pendant qu'ils affament le Mozambique, Botha et Cie dispensent généreusement leurs Krugerrands aux officiels du Frelimo. L'un d'eux, pensant certainement à un compte en Suisse, exultait pendant la négociation du pacte de non-agression: "L'Afrique du Sud va nous donner tout ce dont on a besoin" (*Wall Street Journal*, 7 mars). Il ne faudrait pas trop compter là-dessus.

A un journal occidental qui lui demandait comment c'était possible qu'un "marxiste dur" comme lui pouvait conclure un tel accord avec l'impérialisme le plus méprisé de la planète, Machel répondit simplement: "L'Afrique du Sud est un pays raciste avec l'apartheid; mais eux aussi veulent la paix." Bien sûr, les maîtres d'esclaves de Pretoria veulent la paix. Ils veulent pacifier les dizaines de millions de travailleurs noirs sous leur brutale domination raciste. Les Machel et dos Santos sont devenus les gardes-frontières de l'énorme et horrible plantation esclavagiste d'Afrique du Sud et de Namibie.

Nous saluons l'héroïsme des militants de l'ANC, et nous sommes à leurs côtés contre l'Etat de l'apartheid et ses gardes-frontières noirs tels que Machel et dos Santos. Mais leurs luttes sont minées par la stratégie de l'ANC. Une stratégie (prônée aussi par le Parti communiste d'Afrique du Sud stalinien) qui cherche à faire pression sur des éléments "libéraux" de la classe dirigeante blanche tels que le magnat de l'or et du diamant Harry Oppenheimer et des pays impérialistes "démocratiques" tels que l'Amérique de Reagan, pour qu'ils forcent le gouvernement sud-africain à abandonner l'apartheid. Le système de l'apartheid ne peut pas être "réformé". Il doit être détruit. La classe ouvrière noire mobilisant derrière elle toutes les masses opprimées sud-africaines sera le fossoyeur de l'apartheid. Sur ses ruines et sous la direction d'un parti communiste révolutionnaire d'avant-garde, s'édifiera un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les ouvriers noirs, le coeur industriel des Etats-Unis socialistes d'Afrique.

des femmes avec la perspective, que la LTF fait sienne, de construire des sections femmes du parti révolutionnaire, basées sur le programme du parti et liées au parti par ses cadres les plus conscients. Ces sections doivent être un instrument d'intervention en direction des femmes et un moyen de les intégrer au mouvement révolutionnaire.

Cette perspective provoqua dans la salle la réaction de deux militants, l'un dirigeant local de Lutte Ouvrière, l'autre vieux routier de l'extrême gauche rouennaise. Ils s'étaient dans le passé tous deux distingués par leur soutien à Solidarnosc, pour qui la femme "idéale" est la Vierge noire de Czesochowa. Et dans ce débat, tous deux agitèrent l'épouvantail du "féminisme". (Face au féminisme dans son heure de gloire, les tendances ouvrières des organisations d'extrême gauche n'eurent pas d'autre arme que de nier la question femmes.) L'un d'eux déclara: "Ce qui m'intéresse, c'est l'oppression de la femme de la classe ouvrière. Et je vous réponds: il m'indiffère complètement la situation de la femme de la bourgeoisie." Comme nos camarades l'ont souligné, même dans la démocratie bourgeoise qu'est la France, les femmes -- qu'elles soient bourgeoises ou prolétaires -- n'avaient pas le droit de vote avant 1947. Sans parler de ce qui se passe hors de France, camarade, où la majorité des femmes horriblement opprimées du Maghreb, du Moyen-Orient, d'Asie centrale, d'Inde, ne font pas partie de la classe ouvrière, mais du sous-prolétariat ou de la paysannerie. Sa vision limitée à la Normandie (et à la Lorraine) le rend-elle totalement indifférent à l'atroce exécution d'une princesse saoudienne, lapidée il y a quelques années pour le "crime" d'adultère?

Sa méthode est malheureusement vieille comme l'affaire Dreyfus, cet officier juif de l'armée bourgeoise, victime d'une campagne raciste qui l'accusait faussement d'espionnage. Les socialistes de l'époque refusèrent pendant des années de le défendre et laissèrent ainsi se développer en France une hystérique campagne antisémite qui alla jusqu'à des pogromes.

Finalement, citant le fait que la République de Weimar avait accordé aux femmes allemandes le droit de vote, il conclut: "Si c'est une preuve de progrès, le vote des femmes, Hitler lui-même n'a pas enlevé le droit de vote des femmes!"

C'est grotesque! Quelle signification le droit de vote a-t-il quand la population est enfermée dans des camps de concentration? En fait, la terreur des nazis n'a aucunement épargné les femmes, et leur campagne réactionnaire, sous le slogan de "Kinder, Küche, Kirche" (enfants, cuisine, Eglise), envoyait les femmes, sous la botte de la dictature, s'enfermer dans le rôle de "reproductrices" de la race aryenne.

Attention, ici, on a le germe d'une logique assez réactionnaire, qui a trouvé des adeptes même parmi des ex-militants d'extrême gauche: Hitler serait un politicien bourgeois comme un autre, les camps de concentration ne seraient qu'un mythe créé par la propagande sioniste et il n'y aurait jamais eu d'holocauste des Juifs. Cette "théorie" couvre non seulement les crimes épouvantables des nazis, mais aussi ceux de leurs collaborateurs français comme Papon.

Les ouvrières réduisent la lutte pour le socialisme à la lutte économique de la classe ouvrière contre son exploitation. En cela, ils s'adaptent à la conscience actuelle des ouvriers, limitée à la défense de leurs intérêts sectoriels. La révolution est une transformation fondamentale de la société qui mobilise derrière le prolétariat les immenses énergies de tous ceux qui souffrent sous le joug du capital: les femmes, les immigrés, la jeunesse, etc. C'est avec cette vision que nous sommes engagés dans la construction d'un parti qui est, comme le disait Lénine, le "tribun du peuple", et nous attendons le jour où les futures Journées internationales des femmes seront célébrées par des manifestations organisées par la section femmes du parti révolutionnaire.

Victoire gaspillée...

Suite de la page 3

tâche de gérer le capital. Et aujourd'hui, les bureaucrates, devant l'évidence de plus en plus claire des choix du gouvernement, sont bien obligés d'adopter la même tactique sous peine de perdre totalement leur base et leur efficacité. Ainsi, à Cléon, la CGT a plus ou moins joué le rôle que la LCR veut lui faire jouer. Et les militants de la LCR n'avaient plus qu'à aller dans le sens du poil, jouant les bases combattives et disciplinées. "On vous a bien baisé la gueule!" disait en rigolant un responsable CGT, lucide, après la grève.

Le fait qu'elle se félicite de l'"unité" montre bien ce que cache ce fétichisme. Effectivement, la CGT a tiré à sa manière les leçons de Talbot et préféré, devant le mécontentement ouvrier, prendre l'initiative et la tête d'une lutte pour en "limiter les dégâts" à une simple prime qui ne remettait pas en cause les salaires et la politique de "restructuration" gouvernementale et patronale, tout en permettant aux ouvriers de "se défouler un peu".

Au fond, à Talbot, l'"aile alternative" de la CFDT (Richter et Cie) que soutient la LCR, au point de se confondre parfois avec elle (Cf. *Le Bolchévik* n°45, mars), a fait moins que ça. Mais la revendication de Talbot "zéro licenciement" n'était pas facile à satisfaire, et la conclusion que la LCR de Cléon semble en tirer, c'est qu'il faut avoir des revendications "uniques" plus raisonnables: "La leçon de cette grève, c'est que la détermination des ouvriers, dans l'unité et sur une seule revendication [souligné par eux] est capable de faire reculer la direction." C'est tout ce qu'il reste en effet, si, comme la LCR, on refuse de poser la question d'extension du conflit à au moins une grève de toute l'industrie touchée.

Contrairement à la LCR, Lutte Ouvrière ne dit avoir ni stratégie ni programme, et c'est ce qui lui tient lieu de programme. D'habitude, elle se lamente sur la passivité des ouvriers, et lorsqu'ils entrent en lutte, il ne lui reste pas grand-chose à dire. LO a bien prononcé lors de la grève le mot de comité de grève, mais elle l'entendait uniquement comme expression démocratique du mécontentement. En effet, à en croire LO, les directions réformistes des partis et syndicats ne trahissent la classe ouvrière que par leurs méthodes bureaucratiques, et non par le programme réformiste-bourgeois qu'elles lui imposent. Ainsi, LO laisse le champ libre au programme chauvin des réformistes de "Produisons français" et de gestion loyale du capitalisme.

Ce n'est donc pas non plus un hasard si des éléments disparates, antisindicalistes et antipartis, n'ayant pour tout programme que la combativité sans perspective et qui en sont donc réduits à suivre tout ce qui bouge, se soient joints à LO à plusieurs reprises durant la grève.

Nous reproduisons ci-dessous le tract de la LTF distribué au troisième jour de la grève, au moment où il devenait clair que la mobilisation dépassait le cadre de la seule usine de Cléon et de la revendication d'une prime de 600 francs.

GREVE A CLEON : IL FAUT QUE TOUTE LA PRODUCTION S'ARRETE!

Ce qu'il faut maintenant, c'est que toute la production s'arrête à Cléon. La grève de Talbot a montré le pouvoir qu'avaient des ouvriers décidés à se battre. A Cléon, on produit les boîtes de vitesses des R 25. C'est une position stratégique qui peut remettre en question la production de toute la régie Renault. Les camions doivent retourner vides à Sandouville! Aucune boîte, aucun moteur, rien ne doit sortir ni entrer dans Cléon. Il faut organiser des piquets de masse pour défendre cette grève et arrêter totalement la production!

L'étendue et la combativité de cette grève qui a éclaté pour arracher une prime de 600 F montrent bien qu'il y a plus que cela en jeu. En arrière-fond, tout le monde est cons-

cient de la situation: austérité, "restructuration", licenciements en masse dans l'automobile: Talbot, Citroën... Il y a aussi de graves menaces à la régie Renault (à Cléon, 1000 licenciements sont prévus).

600 F: c'est très loin de compenser les ravages de l'inflation. Il faut une augmentation de salaire substantielle pour toutes les catégories. La question des coefficients et des classifications sert la politique de division raciste des patrons. Il faut en finir avec cette anarchie salariale soigneusement entretenue par le patronat, où chaque catégorie se bat simplement pour accéder à la catégorie supérieure. Intégration des primes au salaire! Pour une grille unique alignée sur le plus haut barème! C'est une revendication qui peut unir français et immigrés, OS et ouvriers professionnels. A travail égal, salaire égal!

Contre les licenciements en masse, il faut partager le travail entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaire. Echelle mobile des salaires et des heures de travail! Ce gouvernement a pour "solution" au chômage une campagne raciste qui fait payer le prix du chômage en premier lieu aux ouvriers maghrébins et africains qui se sont battus pour nous tous à Flins, Peugeot, Talbot. Mais c'est tout le monde qui aura la tête sur le billot si ce gouvernement réussit à faire passer sa politique de restructuration.

Talbot a montré que toute grève d'envergure posait la nécessité d'un comité de grève pour diriger la grève. Mais comme le disait le camarade Gilles Cazin qui, en décembre dernier, fut à l'initiative d'une délégation d'ouvriers de Cléon à Talbot en solidarité avec les travailleurs en grève: "Un comité de grève ce n'est pas seulement une structure démocratique (...) mais c'est déterminé par le but de ce comité de grève. Le problème du comité de grève, c'est le problème d'une extension de la lutte (...). Le comité de grève doit organiser l'extension de la grève, c'est-à-dire envoyer des délégations dans les autres usines de l'automobile. L'extension de la grève aux industries en aval et en amont" ainsi qu'à d'autres secteurs en lutte comme les mines, la sidérurgie ou les chantiers navals liés par de grandes traditions de lutte et qui subissent les mêmes coups répétés des capitalistes et de leurs gestionnaires réformistes.

La puissante fédération de la métallurgie de la CGT aurait le pouvoir d'arrêter tout ce qui entre et sort de Cléon, mais comment imaginer gagner une grève contre les attaques anti-ouvrières du gouvernement tout en soutenant ce gouvernement. Il faut rompre avec Mitterrand. Et comme disait la pétition initiée par Gilles Cazin et signée par une soixantaine de syndiqués CGT en septembre dernier:

"Face à la crise du système capitaliste, ce gouvernement ne peut que restructurer et rentabiliser. (...) Nous devons nous battre maintenant. La classe ouvrière a la force d'arrêter et de retourner la situation. Une grève générale de l'automobile est plus que nécessaire! Pas un seul licenciement! Une grève générale contre l'austérité en solidarité avec les revendications pour les reclassifications des OS et pour repousser les attaques racistes".

Série de cours de la Ligue trotskyste

Mitterrand déclare la guerre aux ouvriers. Grève générale contre l'austérité! Pour un gouvernement ouvrier!

25 avril

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

Tel : 208 01 49

Grève générale ...

Suite de la page 1

de tous poils, la solution n'est pas de s'accrocher à Mitterrand. Si la classe ouvrière montre sa puissance dans la lutte, il sera possible de scissionner ces classes moyennes et en rallier de larges couches aux côtés de la classe ouvrière. Le 4 avril à Longwy, toute la population était derrière les sidérurgistes, jusqu'au dernier commerçant. Ils savaient qui dépend de qui!

Pour faire reculer ce gouvernement dont tous les projets d'austérité impliquent forcément la liquidation des acquis de décennies de luttes ouvrières, il faut faire appel à tous les gros bataillons de la classe ouvrière, les dockers, les cheminots, les ouvriers de l'automobile, ainsi qu'à ceux des houillères, de la Seyne, de Fos-sur-Mer, d'Usinor-Dunkerque et de Lorraine.

Devant des attaques gouvernementales d'une telle envergure, la lutte syndicale "normale" ne suffit plus. Essayer de se battre "site par site", comme nous disent les bureaucrates, est vraiment une recette pour la défaite. D'autant plus que, dans beaucoup de cas, les grèves n'auront pas beaucoup de prise sur un patronat qui cherche à réduire la production. Dans la mesure où la bourgeoisie a toujours besoin de 17 millions de tonnes d'acier, il faut occuper les usines et prendre en otage les machines (comme les ouvriers de Rehon ont menacé de le faire quand ils ont dit que le train feuillard ne sortira jamais de l'usine, sauf sous forme de ferraille qu'ils vont vendre!)

Mais les patrons français peuvent compter sur l'appui de toute la bourgeoisie du Marché commun. Le démantèlement de la sidérurgie, en France et en Europe occidentale, a été ordonné par les capitalistes de la CEE. Il sera donc indispensable que les dockers et les cheminots boycottent toute tentative d'importer du charbon, du minerai, de l'acier, etc. C'est ainsi que les mineurs anglais cherchent aujourd'hui à étendre leur grève.

Même cela ne suffira pas. Les sidérurgistes n'ont pas simplement besoin de la "sympathie" ou de "l'intérêt" du reste de la classe ouvrière, comme nous dit l'Humanité. Le 13 avril doit devenir le tremplin pour la bataille pour la grève générale contre l'austérité, une vraie grève générale qui arrête les usines, les ports, les aéroports, tout le transport partout en France! Une grève qui doit être protégée contre les briseurs de grève et les flics de Mitterrand par des détachements d'autodéfense ouvrière s'appuyant sur la riche expérience des ouvriers lorrains.

Une telle grève posera inévitablement la question du pouvoir et la nécessité d'en finir avec le chaos économique du capitalisme, en instaurant un véritable gouvernement ouvrier. Et cela déborde non simple-

ment les limites régionales et corporatives, mais aussi les frontières nationales.

KARL MARX AVAIT RAISON!

Il y a presque 150 ans le Manifeste communiste expliquait: "Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées." Résultat: les crises cycliques qui détruisent périodiquement les forces productives. Les ouvriers de la Chiers, "reconvertis" dans la destruction de leur ancienne usine le constatent.

"Moderniser ou périr" nous dit-on. Chaque année depuis dix ans, le taux d'investissement productif en France a baissé en moyenne de 2%. C'est la bourgeoisie, et elle seule, qui porte la responsabilité de la dilapidation de son propre appareil productif. Voilà le résultat du système de la production pour le profit.

Dans le temps, les médecins "guérissaient" avec des sangsues, par des saignées répétées. Assez souvent, leurs malades en mouraient. Nos



30 mars -- La mise à sac du local du PS de Longwy.

sorciers guérisseurs "socialistes" du capitalisme malade n'obtiendront pas de meilleurs résultats... Leurs programmes d'austérité saignent la classe ouvrière, pillant ou supprimant les systèmes de protection sociale. Cependant, ce transfert massif de ressources ne fait pas redémarrer l'investissement capitaliste, toujours bloqué par la baisse du taux de profit.

Nous serons bientôt à trois millions de chômeurs avec un rythme de 86 000 emplois supprimés par an: croissance zéro. Alors, nous avons droit au baratin sur la "reconversion". L'année dernière à Longwy, sur les 280 nouveaux emplois créés, sept sont allés aux anciens sidérurgistes. Des années d'expérience et de qualifications élevées sont menacées de disparition.

Dans notre société, fondée sur l'exploitation, le droit au travail est le seul droit sérieux qu'ait l'ouvrier. Face à la crise, il n'y a qu'une seule solution: la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et la détermination sur cette base de la longueur de la semaine de travail; et sans perte de salaire. Et le salaire, avec un minimum assuré, doit suivre l'augmentation des prix. C'est l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des heures de travail.

Le plan acier doit être rejeté au visage du gouvernement. Il s'agit de préserver de larges secteurs de notre classe de la déchéance, de la démoralisation et de la misère. Comme les ouvriers allemands du chantier naval HDW à Hambourg ont dit, "Mieux vaut occuper HDW que de remplir les bureaux de chômage!" et "Licenciés: les patrons". Si le capitalisme pourrissant est incapable de réaliser ces revendications, qu'il périsse!

La situation désastreuse de la sidérurgie aujourd'hui est le résultat

çais" est un piège mortel pour les travailleurs. On y perd de tous côtés: ces mesures protectionnistes provoqueraient des mesures de rétorsion qui feraient perdre du côté des exportations ce que l'on gagnerait sur le marché intérieur. Ce serait choisir la "solidarité" avec le CNPF -- nos ennemis de classe -- contre nos frères de classe étrangers, en butte aux mêmes problèmes que nous. C'est tourner le dos à la seule solution vraiment réaliste -- une planification socialiste, rationnelle, à l'échelle européenne. Réactionnaire et utopique, le nationalisme économique avive le feu du chauvinisme, coupant les ouvriers français de ceux qui sont depuis ces dernières années à l'avant-garde des luttes: les travailleurs immigrés, en particulier ceux de l'automobile, dont la défense contre les expulsions et la terreur raciste est une défense du fer de lance de la lutte contre l'austérité de Mitterrand.

IL FAUT FORGER UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Depuis 1979, les travailleurs lorrains ont fait preuve d'une combativité sans égal. Où est la direction à la hauteur de leurs luttes? Certainement pas dans la direction confédérale de la CFDT qui marche main dans la main avec Mitterrand dans son attaque brutale contre les travailleurs "nantais". Maire ne fait rien d'autre que demander sa part de responsabilité dans l'imposition des plans d'austérité. Au moins ce jaune affiche-t-il ouvertement ses couleurs: l'"autogestion" de la pénurie capitaliste.

Mais que dire de la CGT et du PCF? Eux qui ont saboté systématiquement depuis novembre 1981 les grèves dans l'automobile, là où les ouvriers sont dans une position de force, étant donné que pour le patronat c'est une des industries les plus rentables. La grève de Talbot aurait pu être l'étincelle pour une grève générale de l'automobile, le début d'une véritable lutte contre l'austérité du front populaire.

Les bureaucrates réformistes ont tout bonnement accepté la fraude de la "reconversion", et ils ont abandonné les ouvriers de Talbot à leur sort. Ils les ont laissés s'affronter seuls aux nerfs patronaux de la CSL rameutés dans toutes les usines de Peugeot-Citroën, ainsi qu'à la pègre fasciste et aux CRS de Defferre. Et maintenant, le dos au mur, ils prétendent se battre pour la sidérurgie!

Comme toujours, les bureaucrates font tout pour préparer l'échec de l'action des masses afin d'en rejeter ensuite la responsabilité sur les travailleurs. Déjà en 1979, après avoir cantonné les luttes de la Lorraine dans des actions "coups de poing", -- des tactiques combattives qui néanmoins ne sauraient se substituer à une stratégie --, la marche du 23 mars était soigneusement isolée par les bureaucrates. Aucune tentative n'avait été faite pour mobiliser les métallos de la région parisienne pour débrayer et se joindre à la marche.

Rejetant la responsabilité de la crise de la sidérurgie sur le capital allemand, le PCF avait objectivement fait bloc avec le RPR sur la base

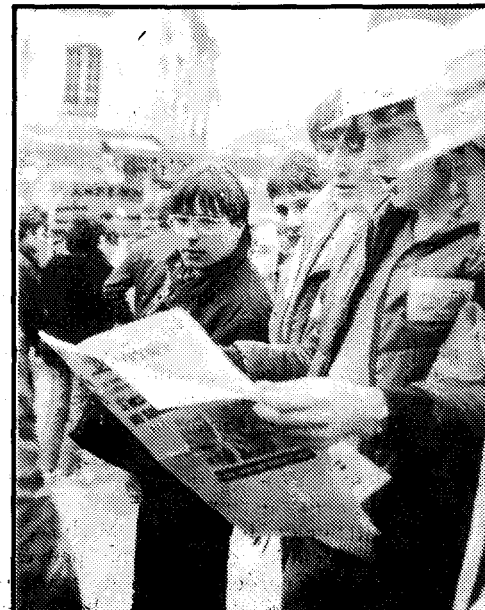
13 avril-marche sur Paris

18 avril -- La marche des sidérurgistes du 13 avril à Paris est la première manifestation ouvrière de masse contre le front populaire de Mitterrand. Elle a ainsi ouvert une brèche dans cette fatale collaboration de classe qu'imposent depuis 1968 à la classe ouvrière ses dirigeants traîtres. L'article ci-dessus est une version modifiée d'un supplément spécial du Bolchévik distribué à 8000 exemplaires à l'arrivée des trains à la Gare de l'Est et à la manifestation. Les ouvriers dans cette marche étaient politiquement ouverts. Et malgré un imposant service d'ordre de la CGT et du PCF, nos camarades ont pu, pour une fois, entrer dans les cortèges de la CGT et de la CFDT venus de Gandrange, Longwy, Rehon, etc., pour y distribuer le supplément et vendre notre journal. De nombreux sidérurgistes avaient envie de discuter: "Que faire

maintenant?", "Comment ça marche, un gouvernement ouvrier? Il n'y a pas longtemps encore, je croyais qu'on en avait un".

Une équipe de militants de la LTF avait déjà reçu en Lorraine, la semaine d'avant, le même accueil ouvert et sérieux. D'ailleurs, le Matin, dans un article sur une réunion de sidérurgistes à Longwy, faisait référence à notre appel pour une grève générale de l'acier et à notre mot d'ordre "Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout!" Notre camarade à l'usine Renault-Cléon distribua un appel à se joindre à la mobilisation du 13 avril et à la transformer en tremplin pour une grève générale.

On a pu entendre des "CGT vendue" au Champ de Mars. La Lorraine bouillonne encore et, cette semaine, des débrayages ont lieu dans l'automobile de la région parisienne. Le 13 avril n'est pas une fin.



LE BOLCHEVIK

LE JOURNAL QUI NE VOUS A JAMAIS DIT DE VOTER MITTERRAND

Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) |
Etranger: mandat poste international

NOM _____

TEL _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B. P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

Clichy le 16 mars 1937

Le Front populaire faisait tirer sur les ouvriers



C'est ce Front populaire qui assassina des ouvriers antifascistes!

Nous reproduisons ci-dessous un article paru en mars 1937 dans Quatrième Internationale, publié par le Parti ouvrier internationaliste (POI). Le massacre de Clichy a scellé dans le sang des prolétaires assassinés par les flics de Blum et de son ministre de l'intérieur Dormoy, le tournant à droite du Front

populaire de 36 qui se retournait contre sa base ouvrière et l'attaquait de front. On voit aussi nettement, à travers cet épisode tragique, comment les dirigeants traîtres du PCF, de la SFIO et de la CGT réussirent à étouffer l'explosion de rage des ouvriers réclamant vengeance contre les fascistes, les flics et leurs soi-

disant "amis" du gouvernement; cela préfigurait leur sabotage de la grève générale de 1938.

Il serait antimarxiste de faire un parallèle mécanique entre le Front populaire de 36 et celui de 81. Le premier était une solution bourgeoise, sous les auspices du Pacte Laval-Staline de 1935, pour désamorcer la mobilisation de la classe ouvrière qui s'était développée en réaction aux menées fascistes/bonapartistes du 6 février 1934. Le gouvernement anti-ouvrier et antisoviétique de Mitterrand, par contre, vient en droite ligne de l'Union de la gauche de 1972, laquelle était une réaction à la "grande peur" de Mai 68, et il est arrivé au pouvoir en 1981 dans les vents de la guerre froide.

Ces leçons historiques chèrement payées, les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent les assimiler. Pour nous trotskystes, il ne s'agit pas d'attendre tranquillement le Clichy de Mitterrand, mais de chercher à intervenir dans les luttes (comme nous l'avons fait, avec nos forces limitées, pendant la grève de Talbot) pour gagner des militants à une opposition révolutionnaire au front populaire. Il est encore temps: la classe ouvrière peut et doit éviter un nouveau Clichy, en rompant avec les traîtres et les charlatans -- de "gauche" et d'"extrême gauche" -- qui la mènent au désastre. S'accrocher à Mitterrand, c'est un suicide!

* * * * *

Les massacres de Clichy

Le 16 mars, plus de 10000 travailleurs viennent manifester à Clichy contre une réunion de Croix de Feu. Blum et Dormoy ont mobilisé des contingents énormes de policiers et gardes mobiles. La foule manifeste, pacifiquement d'ailleurs. Police et mobile tirent. Après deux heures de batailles, 5 ouvriers sont tués, plus de 300 blessés. Le chef de cabinet de Blum est blessé de deux balles. Dormoy et Blum, accouru en smoking du gala de l'Opéra, sont conspués avec violence par les travailleurs: Dormoy assassin!

Dormoy démission! Des dizaines de barricades ont été dressées, puis décimées par la garde mobile de Dormoy et de Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy, Honel, n'ose dire mot. "Sales trotskystes", lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement.

A Asnières, tout proche, des événements analogues se produisent. Sous les coups de feu des fascistes et de la police, deux travailleurs sont grièvement blessés.

Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat. Une émotion profonde souleva tout le prolétariat parisien à l'annonce par les journaux des massacres de Clichy. Il comprit aussitôt que c'était son avant-garde, son corps même qui avait été mitraillé par l'ordre de M. Blum. Dans la journée de mercredi (le 17), une série d'entreprises commença la grève. Les chantiers de l'exposition furent abandonnés et de grands meetings réunis. Dans une série d'usines (Renault, entre autres), les ouvriers arrêtaient le travail, préparaient des réunions pour midi et le soir, exigeaient la grève générale et commençaient à chasser les fascistes (surtout des contremaîtres et chefs de services). Les directions syndicales d'usines se réunirent d'urgence. Dans la soirée, l'Union régionale et le Bureau confédéral étaient saisis de centaines de résolutions exigeant une riposte foudroyante. Mais l'objectif de la grève restait incertain -- et c'est là dessus que jouèrent les chefs réformistes pour briser le mouvement.

Dans la journée de mercredi, les mots d'ordre populaires étaient simultanément: Arrestation immédiate de La Rocque, des chefs de la police, etc... et "Dormoy assassin, Démission Dormoy". Une vague de colère contre le Front populaire déferla dans les usines et dans la rue. Des manifestations s'ébauchaient un peu partout. Des journaux et tracts des organisations syndicales, des groupes ouvriers, des partis, sortaient de terre. A Clichy même, la

Suite page 14

de l'"anti-bochisme". Ce chauvinisme écoeurant empêcha une lutte commune avec les travailleurs belges et allemands (alors en lutte pour la semaine de 35 heures). Et, en plus, les réformistes divisèrent même les ouvriers d'Usinor-Dunkerque, de Longwy, de Fos, entre eux.

Ce n'est pas du côté de l'"extrême-gauche" à genoux devant Mitterrand que les ouvriers peuvent trouver une alternative révolutionnaire. Le Parti "communiste" internationaliste de Lambert s'accroche aux basques du briseur de grève Bergeron. Les crétinistes populistes de Lutte Ouvrière proposent que les sidérurgistes "troublent l'ordre public" comme les routiers; ils tournent ainsi le dos à ce qui fait la puissance de la classe ouvrière: son organisation collective, sa capacité de s'emparer des moyens de production. La LCR de Krivine, dans un tract distribué en Lorraine, appelle à aller à l'Assemblée, "là où ça se décide" (!) Justement, avec Mitterrand, qui se veut le continuateur de l'Etat fort de la Cinquième République, "ça se décide" pas du tout à l'Assemblée!

Quand on lutte pour le pouvoir, il faut des instruments de combat: un parti, des syndicats, ultérieurement des soviets -- des conseils ouvriers. L'instrument syndical a été enlevé aux ouvriers, car leurs chefs l'ont transformé en rempart entourant et protégeant la bourgeoisie. Que faire? Il faut lutter avec acharnement pour reprendre les syndicats sur la base d'un programme révolutionnaire, et créer dans la lutte les organes, comités de grève, comités d'usine, regroupant des couches plus larges de travailleurs.

La clé, c'est une direction révolutionnaire -- un parti léniniste, trotskyste, d'avant-garde. Nous, trots-

kystes, nous basons sur les leçons du passé, notamment de la faillite du front populaire de Blum qui a fait tirer sur les manifestants antifascistes à Clichy en 1937; nous avons mis en garde les ouvriers contre le front populaire de Mitterrand, pendant que Marchais, après avoir flirté avec la formule "trois fois ça suffit", se prosternait devant Mitterrand et que l'"extrême-gauche" se convertissait en rabatteurs du front populaire.

Aujourd'hui il n'y a pas de direction révolutionnaire reconnue et capable de donner une direction ferme dans cette guerre de classe. Pourtant, Mitterrand démantèle l'industrie française et jette des dizaines de milliers d'ouvriers sur le carreau. Le prolétariat est poussé vers une grève générale contre l'austérité pour simplement assurer sa survie. Pour paraphraser Léon Trotsky à propos de la grève générale britannique de 1926, la classe ouvrière ne peut pas permettre que la banqueroute du capitalisme français soit la banqueroute du peuple français. Plus large et plus combative sera la lutte -- et cela dépend de jusqu'à quel point l'état des dirigeants réformistes traditionnels du prolétariat est brisé -- plus les énergies révolutionnaires des ouvriers seront libérées pour les luttes décisives à venir.

La conquête du pouvoir prolétarien est nécessaire au sauvetage de l'économie. Des organes de double pouvoir -- comités de grève, comités d'usine, piquets de masse devenus des détachements d'autodéfense ouvrière et ensuite des milices ouvrières -- seront la base pour un véritable gouvernement ouvrier.

Les attaques féroces de Mitterrand contre la classe ouvrière ne peuvent pas être séparées de son soutien agressif à la campagne belliciste

de l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique. Ce social-démocrate a servi de sergent-recruteur de Reagan dans l'Europe de l'OTAN. Il est même allé à Bonn pour fustiger les Allemands pour leur soi-disant pacifisme (quel président français a jamais fait cela?!) Et d'une façon plus virulente que n'importe quel autre régime d'Europe occidentale, Mitterrand a cherché à attiser une hystérie anticommuniste autour de Solidarnosc, ce "syndicat libre" de la CIA, des banquiers internationaux et du Vatican. La lutte de la classe ouvrière n'est pas séparable de la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique.

La juste solution à la crise économique de l'Europe de la CEE, qui frappe le plus durement dans la

France de Mitterrand, est intimement liée à l'"autre" Europe, les Etats ouvriers dégénéré et déformés du bloc soviétique. Il faut remarquer que la sidérurgie française subsiste en grande partie grâce au gazoduc soviétique. Il nous faut une révolution communiste contre l'exploitation et l'anarchie capitalistes en Europe occidentale et une révolution politique prolétarienne contre l'oppression et la gestion économique désastreuse de la bureaucratie stalinienne en Europe de l'Est. Voilà la voie vers les Etats-Unis socialistes d'Europe. Ce n'est pas le front populaire, ou les partis ouvriers réformistes, ou la droite, mais seulement un gouvernement ouvrier qui peut rationaliser et réajuster l'industrie sans endommager la classe ouvrière.



Sidérurgistes de Gandrange à la manifestation de Longwy du 4 avril.

Clichy...

Suite de la page 13

bataille de la nuit se prolongea. Le mercredi, dans la journée, il y eut encore des bagarres avec la police.

Les dirigeants socialistes étaient désemparés. Blum, lié par son pacte avec les 200 familles, n'osait souffler mot. L'argent frais de l'emprunt dans ses caisses (8 milliards!) lui rappelait son rôle réel: il avait promis au grand capital que la "pause" se prolongerait et que les patrons, à l'abri de l'arbitrage obligatoire et autres artifices, pourraient renforcer l'exploitation à l'usine et détruire les conquêtes de juin. La presse de droite le félicitait d'avoir su "écraser l'émeute"; mais elle le blâmait de n'avoir pas su la prévenir. Pendant que la rue et les usines s'agitaient, les fantômes de la rue Victor-Massé attendaient les décisions de Thorez et Cie, pour les faire connaître à la haute police -- qui concentrait en hâte ses forces.

Les chefs stalinien subirent à un degré extraordinaire la pression des ouvriers révolutionnaires. Pour conserver la main sur le mouvement, ils furent obligés d'esquisser des gestes et des phrases qui alarmèrent la bourgeoisie. C'est pourquoi toute la presse de droite attaqua vivement le PC. Mais après expérience, elle reconnaît encore que ses valets l'ont bien servie. S. Saily, journaliste de *La République*, très liée aux milieux cégétistes, écrit que les communistes ont dû marcher à la grève générale pour les raisons suivantes: "une vive effervescence agite les milieux ouvriers parisiens; pour qu'elle ne s'envenime pas, il faut la canaliser en décrétant une grève générale temporaire qui calmera les ardeurs, ou du moins les disciplinera, et qui empêchera de nouvelles violences". Raynaud, agent stalinien, à la tête des syndicats de la nouvelle RP, déclare à *Ce Soir* (vendredi 19): "Dans la journée d'hier, des grèves éclataient un peu partout, spontanément, de façon anarchique. Elles se développaient et se généralisaient d'une façon qui pouvait donner à

toutes les provocations une base d'action redoutable. Certaines de ces grèves n'ont pu être arrêtées mercredi que parce que les ouvriers ont su que l'Union départementale envisageait un mouvement général pour le jeudi. Ainsi, cette grève générale a été une grève pour le maintien de l'ordre". -- Et Raynaud dit vrai en ce qui le concerne.

Le mercredi, dans l'après-midi, Jouhaux et le Bureau confédéral refusèrent de donner leur estampille à la grève parisienne. En effet, les ouvriers auraient interprété cette "estampille" comme une invitation à la grève nationale. Malgré cela, sous peine de voir le mouvement s'étendre hors du contrôle de la CGT, l'UD décida la grève générale pour le lendemain matin, avec reprise du travail à 2 heures. Elle insista pour que les objectifs de la grève restent limités, et faussés: une "protestation" contre la "provocation fasciste" mais pas de mots d'ordre revendicatifs risquant de prolonger la grève, de greffer sur ce sursaut prolétarien une action d'envergure contre les multiples attaques patronales, pour le contrôle ouvrier.

La grève du 18 mars -- journée radieuse, anniversaire de l'insurrection parisienne de 1871 -- fut d'une puissance remarquable par son unanimité, mais elle tourna court.

Tous les ouvriers avaient été avertis dans la soirée. Le matin du jeudi, pas un moyen de transport. Ceux qui n'avaient pas été avertis stationnaient. Pas de police visible, mais un service caché avait été préparé dans la nuit dans les casernes et locaux de police (les auto-mitrailleuses amenées pour la première fois place de la République, dans la caserne des Gardes républicains). Dès 7 heures du matin, les centres principaux étaient noirs de monde qui manifestait. Quelques taxis ou camions imprudemment sortis furent rapidement mis hors d'usage. Les ponts de la Seine dans la banlieue étaient barrés par des piquets massifs. En quelques heures s'improvisaient une liaison et une organisation supérieure à celle de juin. Dans une série d'endroits, les ouvriers en profitèrent pour voter des résolutions liant à leur protestation contre le

fascisme et la police, la volonté d'obtenir satisfaction sur tous les litiges actuels (salaires, renvois de délégués, 40 heures, etc...). Cependant, dès midi, les transports, conformément aux ordres syndicaux, reprirent partiellement, et à contre-cœur. Toute la grande presse, qui avait paru (celle de gauche et de droite), parlait en faveur de l'apaisement, et tolérait la grève -- pour la bonne raison qu'on ne pouvait plus l'empêcher. Les cadres réformistes et stalinien se dépensaient pour faire "respecter les directives". On lança les colonnes habituelles contre les "provocateurs", qui "voulaient prolonger la grève", etc... La reprise du travail marque l'emprise considérable dans la région parisienne de la CGT. Car le PC et bien plus encore le PS subissaient un coup sérieux.

Une série d'usines lock-outèrent dans l'après-midi, parfois pour des raisons techniques. Si bien que la grève se prolongea sur une série de points. -- A signaler que les cheminots ont fait grève d'une heure dans une série de services, alors que la CGT l'avait interdit.

La signification des événements de Clichy et de la grève générale est bien claire. A Clichy, la masse ouvrière dressa une immense protestation contre la politique de capitulation de Blum. C'est ce qui effraya tant le gouvernement et ses amis. Si plus de 10.000 travailleurs se rassemblèrent, ce n'était pas au fond pour mettre en l'air un petit cinéma de 300 places. C'était pour signifier à Blum, Dormoy et autres qu'il fallait en finir non seulement avec La Rocque, à Clichy et ailleurs, mais avec leurs maîtres, les grands capitalistes.

La levée de Clichy fut la première riposte du prolétariat parisien à la politique de la "pause", de la main libre aux spéculateurs, aux bandits de la finance, aux grands patrons de combat.

La Révolution française a commencé, disions-nous, en juin. Elle continue, à travers une étape inévitable: celle des combats d'avant-garde, où la masse, conduite par les meilleurs éléments de la génération de juin, continue le mouvement stoppé depuis septembre par l'appareil du Front

populaire, pousse les explosions à se produire isolément, sans préparation et sans lien.

Depuis un mois, l'esprit de lutte gagnait dans les usines de la région parisienne; cela se marquait par la formation d'ailes gauches dans les syndicats, que la direction stalinienne s'est mise à combattre avec énergie. La direction des métaux et du bâtiment édita par dizaines de mille des tracts contre les "anarchistes, doriotistes, trotskystes", mais ces attaques firent plutôt dresser les oreilles aux ouvriers. Dans les sections socialistes, dans les rangs du PC le mécontentement croissait. Enfin, on peut résumer ainsi les raisons les plus immédiates de cette riposte ouvrière:

a) l'offensive patronale liée à la "pause". Cette pause apparaît même aux yeux inavertis comme une trahison du programme du Front populaire. La hausse persistante des prix, les arbitrages anti-ouvriers, les brimades contre les délégués ouvriers, l'absence de soutien aux chômeurs, etc...;

b) la politique étrangère de Blum contre la révolution espagnole, le blocus;

c) la répression impérialiste aux colonies, spécialement en Afrique du Nord. La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, les massacres de Tunisie;

d) l'attitude de plus en plus chiapi-piste de la police, l'audace croissante des fascistes, leur protection par Blum.

Or, toutes ces raisons de mécontentement n'ont pas été apaisées par la grève d'une demi-journée, mais au contraire, comme une soif ardente par une légère gorgée, exaltées.

La grève fut prolongée par des conflits nombreux dans les usines, les ouvriers ayant chassé par dizaines des éléments fascistes de la maîtrise, commençant ainsi réellement l'épuration dont MM. Blum et Thorez parlent sur les velours de la Chambre, mais dont la pensée les fait trembler à l'égal de toute la bourgeoisie si elle se réalise à l'usine ou dans la caserne. Mais au bout d'une semaine de lutte, sous la pression des traîtres qui occupent les directions syndicales, un grand nombre de ces fascistes furent réintégrés. ■

Lambert...

Suite de la page 2

rongés par le défaitisme des bureaucraties syndicales traîtres, se sont accrochés à la manifestation du 14 janvier organisée par le "Collectif jeunes" sur la base du "droit au retour" -- un véritable programme de désespoir qui, en fait, liquidait la grève. Une manifestation où l'on a remarqué une forte présence du PCI, organisation qui normalement n'est pas connue pour lutter aux côtés des travailleurs immigrés!

On commence maintenant à voir le dessous des cartes: "De toute évidence, la centrale [FO] n'a pas réussi son OPA sur l'électorat cégétiste ouvrier en faisant passer 12 dissidents CGT dans ses rangs. André Bergeron avait mis la main à la pâte pour que cette 'opération trans-fuge', largement managée par le PCI (Parti communiste internationaliste) réussisse. Il n'est pas nécessaire de fouiller dans les poubelles de la confédération pour le savoir. Aux dires de certains, le directeur du personnel de Poissy et l'ambassadeur du Maroc à Paris ne furent pas étrangers à ce passage à l'Ouest" (*Libération*, 10 et 11 mars).

Le PCI a été obligé de répondre à ces graves accusations d'une "sainte alliance" entre le PCI, FO, l'ambassadeur du Maroc et la direction de Talbot. Piqué au vif, Lambert a lui-même écrit l'article (*IO* n° 1150, 16-23 mars). Lambert parle beaucoup d'"insinuations" et d'amalgames stalinien pour récuser l'accusation d'un lien avec l'ambassade marocaine. Il voit dans la phrase "passage à l'Ouest" la suggestion que le PCI aurait travaillé avec la CIA. Néanmoins, nulle part Lambert ne nie l'essentiel: une collaboration avec Bergeron...

Lambert, qui traite facilement ses opposants politiques d'agents d'une officine d'espionnage ou d'une autre, ne se pose apparemment plus de questions sur les origines de FO qui, en 1947, scissionna de la CGT sur la base d'un virulent anticommunisme. Et cela, avec l'aide de l'AFL-CIO américaine, dont le représentant, Irving Brown, organisait partout en Europe avec l'aide logistique et financière de la CIA la même entreprise de cassage du mouvement ouvrier.

Lambert s'indigne d'une tentative d'amalgame de type stalinien. Et tout cela parce que le directeur de publication de *Libération*, Serge July, est un ex-membre du PCF. Il y a presque vingt ans... Qu'importe la surenchère anticommuniste de *Libération*, sa haine acharnée de l'URSS, du Vietnam, etc., dans la démonologie du PCI le stalinisme n'est plus une qualification politique, mais le péché originel.

Une chose est claire: *Informations ouvrières*, normalement si friand des activités de FO, n'a pas pipé mot des activités de FO à Talbot pendant la grève. Sans doute parce qu'il fallait cacher le soutien de FO au rassemblement du 6 janvier, organisé par la mairie RPR de Poissy et les nervis patronaux de la CSL. Par contre, il y a tout lieu de penser que le PCI a effectivement joué les charognards de Bergeron en organisant un "comité de défense des licenciés et contre les licenciements à Talbot", dès la fin de la grève et sur la base de la défaite et de la démoralisation. Il y a tout à parier que ce comité a servi de cadre pour rabattre des ouvriers démoralisés, cédant aux pressions de leur gouvernement, dans les bras du patronat via le syndicat jaune FO.

Depuis plusieurs mois, le PCI a choisi d'organiser au profit de FO des scissions dans son bastion

traditionnel, la FEN. Cette campagne semble avoir fait des ravages, puisqu'aux dernières élections paritaires de l'enseignement supérieur, le syndicat FO, nouvellement créé et représenté par le réactionnaire Leroy-Ladurie, talonne de près le SNE-Sup. De même, en novembre 1983, plusieurs secteurs du SNI rejoignaient FO.

Le prétexte choisi, la défense de l'école laïque, n'est qu'un écran de fumée. En fait, Pierre Fougeyrollas, partisan lambertiste, a joué cartes sur table sur la véritable raison de la scission. M. Fougeyrollas a apparemment réussi le tour de force de surpasser Leroy-Ladurie en anticommunisme outrancier: "Le SNE-Sup est devenu une 'courroie de transmission' de l'appareil du PCF dans l'enseignement supérieur" (*IO* n° 1149, 9-16 mars).

Un seul fil guide le PCI: un anticommunisme primaire de plus en plus mal déguisé en "antistalinisme". Depuis 1975, les lambertistes ont définitivement sombré dans le réformisme, avec leur soutien au PS portugais, financé par la CIA, dans sa campagne pour brûler les locaux du PC et écraser les commissions ouvrières, soutenant ainsi ouvertement les forces militaires de la contre-révolution.

Depuis, leurs compagnons de route anticommunistes deviennent de moins en moins ragoûtants. Leur bloc électoral à Nantes avec un certain Routier-Preuvost l'année dernière est encore plus révélateur qu'on l'aurait cru (Cf. *le Bolchévique* n° 38, mars 1983). Qui sont Routier-Preuvost et sa clique? Des notables qui ont préféré se retrouver à la porte du PS plutôt que dans une alliance avec le PCF. En rompant ainsi avec le PS, ils ont rompu tout lien avec le mouvement ouvrier. Le PCI s'est donc allié avec une formation bourgeoise, dans un front populaire. Un bloc

encore plus nauséabond maintenant que Routier-Preuvost vient de chanter les louanges de... Le Pen (Cf. *Critique communiste* n° 26, février). Même si cette racaille n'avait peut-être pas à l'époque développé ses amitiés fascistes, les thèmes de sa campagne pouvaient laisser présager une telle évolution (Routier-Preuvost déclarait: "Le parti communiste n'est ni à droite, ni à gauche, il est à l'Est"), et le PCI en toute connaissance de cause avait alors "plaidé coupable".

Et maintenant on voit les militants lambertistes se faire élire sous étiquette FO à la gestion de la Caisse Assurance Maladie avec les voies du CNPF. La fusion anticommuniste avec la bureaucratie de FO est totale.

Les crimes du PCI permettent, encore une fois, à la LCR de redorer son blason "trotskyste" à peu de frais. Le gangstérisme du PCI, sa fidélité à la social-démocratie, et FO en particulier, ont souvent provoqué des critiques de la part de la LCR qui, cependant, n'arrive toujours pas à nous dire s'il s'agit de "trotskystes" égarés, de "sectaires" ou de réformistes. Pour cause: dans sa dégénérescence centriste, la LCR, elle aussi, a abandonné toute prétention à défendre les acquis de la révolution d'Octobre; ainsi elle se retrouvait le 14 décembre 1981 dans la manifestation orchestrée par Mitterrand côte à côte avec les réactionnaires pour défendre Solidarosc. Dans son soutien ("critique") à Mitterrand, la LCR est parfaitement capable de singer le crétinisme parlementaire de Lambert (Cf. son tract lorrain appelant à aller à l'Assemblée, "là où ça se décide", comme disent les lambertistes).

Le cheminement anticommuniste du PCI depuis 1975 l'a amené très loin. La question que l'on se pose aujourd'hui: jusqu'où ira-t-il? ■

Non au concordat...

Suite de la page 16

Et, en même temps, elle est obligée de mettre au pas des éléments de l'armée, en alliance avec l'Eglise, qui cherchent à renverser la république et la remplacer par un régime bonapartiste -- la tentative de coup d'Etat de Boulanger et la mobilisation réactionnaire autour de l'affaire Dreyfus.

Les lois sur l'obligation, la gratuité et la laïcité de l'école (1880-86) et finalement la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat ont donc eu un caractère radical pour assoier solidement la domination politique de la bourgeoisie et saper l'influence et l'autorité politique de ces secteurs réactionnaires et répondait aux besoins économiques. "L'école de Jules Ferry" est née sous le triple signe de la lutte contre l'Eglise, de la défaite de la France, en 1871, dans sa guerre avec la Prusse et de la grande peur de la Commune. Ferry (qui fut de ceux qui en 1871 disaient des communaux: "On n'en fusillera jamais assez") argumente en 1879 que, si l'on maintient les écoles confessionnelles, "il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être par l'idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents; par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871".

Arrachée à l'Eglise, l'école est subordonnée à l'Etat bourgeois. Elle se veut une école d'unité nationale, prêchant la réconciliation du Travail et du Capital. "On doit, explique Ferry, [y] enseigner le respect de l'ordre social, le sens et la reconnaissance du mérite, le respect de la propriété, l'amour de la patrie." La quasi officielle Ligue française de l'Enseignement, fer de lance de l'anticléricalisme bourgeois, a pour devise: "Pour la patrie, par le livre et par l'épée"; l'impérialisme français préparait sa revanche sur l'Allemagne.

"L'école de Jules Ferry" est aussi, bien sûr, l'école du colonialisme, de "nos ancêtres les Gaulois" enseigne aux esclaves de l'impérialisme français. Et il ne faut jamais oublier que cette époque -- la "Belle époque" -- est une période de massacres des grévistes et de répression féroce contre la classe ouvrière. A ce propos, Rosa Luxemburg expliquera au mouvement ouvrier français, malade du sectarisme stérile de Guesde et de l'opportunisme parlementaire de Jaurès, que "les socialistes [révolutionnaires] sont précisément obligés de combattre l'Eglise, puissance antirépublicaine et réactionnaire, non pour participer à l'anticléricalisme bourgeois, mais pour s'en débarrasser. L'incessante guérilla menée depuis des dizaines d'années contre la prêtaile est, pour les républicains bourgeois français, un des moyens les plus efficaces de détourner l'attention des classes laborieuses des questions sociales et d'énerver la lutte des classes [...]. Pour les partis bourgeois la lutte contre l'Eglise n'est donc pas un moyen, mais une fin en soi; on la mène de façon à n'atteindre jamais le but; on compte l'éterniser et en faire une institution permanente" ("Anticléricalisme et socialisme", *Le socialisme en France*).

D'où le caractère imparfait des mesures prises alors: maintien des "devoirs envers Dieu" dans le programme de morale; inscription au budget des dépenses d'aumônerie et d'exercice des cultes dans les établissements publics; maintien d'un réseau scolaire payant pour la bourgeoisie, etc.

Mais le capitalisme, sa mission historique terminée, devient un obstacle à tout progrès, allant y compris jusqu'à détruire ses propres acquis historiques. Le front populaire de 1924-26, le Cartel des gauches, laisse l'Alsace et la Moselle, enlevées à l'Allemagne, sous statut concordataire (accord avec le Vatican, basé sur la loi Falloux de 1850.) La première guerre impérialiste avait en vérité définitivement liquidé l'anti-

Il y a trente ans, le 7 mai 1954, l'impérialisme français perdait sa "sale guerre" d'Indochine dans la cuvette de Dien Bien Phu. Ce qui devait être un piège pour les Vietnamiens s'est transformé en une mémorable raclée pour la fine fleur de Saint-Cyr. Les Navarre, Bigeard et autres bouchers galonnés à la tête de l'élite du corps expéditionnaire français -- les criminels professionnels de la Légion --, pataugeant dans la boue et la glaise et pilonnés sans relâche par l'artillerie viet-minh, ont été pris dans un piège sanglant. Et après 57 jours de bataille rangée, humiliés et écrasés, ils se rendront à ces "petits hommes jaunes" qu'ils méprisent tant du haut de leur arrogance de caste et de race "supérieures". La France impérialiste voulait faire de Dien Bien Phu un symbole de sa puissance coloniale. Les ouvriers et paysans vietnamiens l'inscriront dans l'histoire comme une des plus glorieuses pages du combat des opprimés et des exploités pour leur émancipation. Mais la direction stalinienne a lâché à la table des négociations pas mal de ce qu'ils avaient gagné sur le champ de bataille; la guerre s'est terminée par la prise de Saïgon, 21 ans plus tard.

Dien Bien Phu constituera néanmoins un formidable encouragement aux luttes pour l'indépendance dans les colonies françaises. Six mois après Dien Bien Phu, éclatera le mouvement de libération nationale en Algérie. Mais, la guerre de la France en Indochine n'était pas seulement une guerre coloniale; elle était explicitement intégrée à la politique impérialiste de "refoulement" du communisme. L'Indochine était aussi un front avancé de la campagne impérialiste de guerre contre la Chine et l'URSS. Au point que l'impérialisme US avait fini par financer la quasi-totalité des opérations militaires françaises en Indochine. Dien Bien Phu donnera un coup d'arrêt aux appétits de l'impérialisme.

C'est à ce double titre que nous commémorons aujourd'hui l'anniversaire de la victoire de Dien Bien Phu, au premier chef victoire contre notre propre impérialisme. Nous poursuivons le

cléricalisme bourgeois. Aucun des fronts populaires depuis n'a touché au statut des écoles confessionnelles.

L'ECOLE ET LA CLASSE OUVRIERE

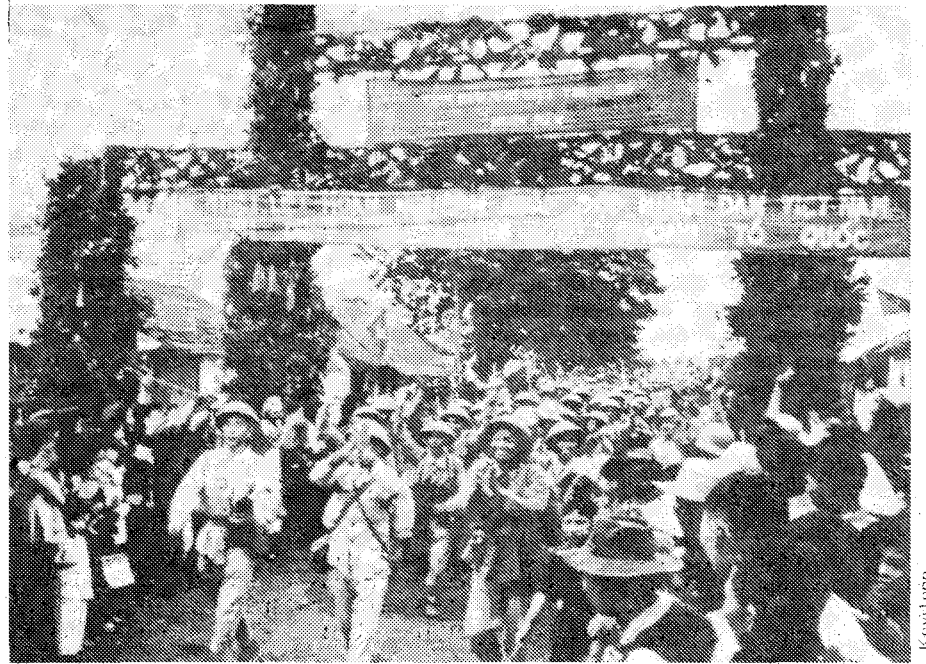
Les révolutionnaires reconnaissent le progrès historique que représente l'instauration par la bourgeoisie de l'école laïque, gratuite et obligatoire par rapport à ce résidu du Moyen-Age qu'est l'école confessionnelle, infestée des mensonges et superstitions, arme de la réaction. Nous combattons toute tentative rétrograde, d'où qu'elle vienne. Mais il n'y a que dans l'imagination perversie des "libres penseurs" du PCI que cette école ait jamais été neutre, assurant à chacun l'égalité des chances, etc.

"L'école laïque n'est pas aujourd'hui au service des travailleurs", admet la LCR (*Rouge* n°1105, 23-29 mars); mais pour les besoins de son bloc avec le CNAL, elle repousse aux calendes grecques les revendications qui pourront s'attaquer aux divisions qui sont institutionnalisées pendant tout le processus de formation: "Imposer la laïcité et l'unité du système éducatif est le véritable combat de l'heure" (*ibid.*).

L'enseignement public est victime des budgets de misère alloués par les divers gouvernements, de droite comme de "gauche". Mais l'idée d'un enseignement de qualité pour tout le monde sous le capitalisme est de l'idéalisme bourgeois idiot. Les fils et filles des travailleurs sont ségrégués dans les écoles dilapidées et sous une discipline pénitentiaire, parce que cette société n'a pas besoin de masses de jeunes ouvriers éduqués. Ces écoles n'enseignent rien en termes de culture parce qu'il n'y a pas de carrières

7 mai 1954

Dien Bien Phu était une victoire!



L'entrée triomphale des régiments viet-minh à Hanoi.

combat que les trotskystes ont mené quand, en 1946-47, débuta la première guerre d'Indochine. Tout comme le PCF vote aujourd'hui le budget de guerre antisoviétique de Mitterrand, ses ministres de 1947, membres du gouvernement de front populaire ("tripartite") qui déclencha la guerre, votèrent les crédits de guerre contre les peuples indochinois. Par contre, nos camarades, fidèles à l'internationalisme prolétarien et adversaires intransigeants du front populaire, se prononcèrent au même moment "pour la défaite militaire de l'impérialisme français, pour la victoire du Vietnam" (Résolution du comité central du PCI, février 1947).

Notre commémoration de Dien Bien Phu a une actualité particulière aujourd'hui. Le Vietnam est de nouveau en première ligne dans la nouvelle campagne de guerre froide impérialiste. La Chine -- pion de Reagan -- bombarde le nord du Vietnam. Les bandes de Pol Pot, basées en Thaïlande et soutenues par la CIA, attaquent le Kampuchéa d'où elles ont été chassées en 1979 par l'armée vietnamienne après que ces bandes eurent soumis leur peuple à un véritable génocide. Bas les pattes devant le Vietnam! Impérialisme US, hors de l'Asie du Sud-Est! Dien Bien Phu était une victoire! Deux, trois, plusieurs défaites pour l'impérialisme!

à la sortie qui nécessitent un tel enseignement.

Le capitalisme dans son pourrissement reproduit quotidiennement la misère et l'ignorance. Deux millions d'illétrés en France! Non content de gérer un budget d'austérité pour l'enseignement public, le gouvernement Mitterrand envisage de prendre des mesures qui renforceront la ségrégation sociale dans les écoles: l'assouplissement de la "carte scolaire", en offrant la possibilité d'orientation des enfants dans des établissements hors du district scolaire dont ils dépendent, permettrait aux familles petites-bourgeoises et bourgeoises d'échapper au milieu ouvrier. En plus, l'extension au public du "caractère propre" de chaque établissement (qui est pour le moment spécifique au privé) aggraverait encore l'inégalité sociale. Mitterrand rassure les partisans de l'"école libre" qui cherchent surtout à éviter que leurs enfants se retrouvent dans la même école que les enfants d'ouvriers, et plus particulièrement les enfants d'immigrés.

La classe ouvrière doit lutter pour un enseignement public, laïque, obligatoire et gratuit, de qualité, dans des écoles ouvertes à tous. Cette revendication est basée sur le principe démocratique élémentaire que l'enseignement doit être une responsabilité sociale, sans la moindre illusion sur le caractère de classe de l'enseignement sous le capitalisme. Il faut aussi revendiquer, dans les villes de forte concentration immigrée, l'enseignement dans les langues autres que le français. Nous luttons pour un enseignement supérieur gratuit, avec une bourse permettant à la jeunesse ouvrière d'avoir accès aux lycées et aux universités. Nous exigeons que le système de sélection soit aboli; les élèves doivent pouvoir

choisir tous les cours à leur disposition. La mesure dans laquelle ces revendications démocratiques pourront être réalisées sous le capitalisme dépend du rapport de forces.

Comme Lénine l'a constaté, l'école capitaliste "s'est même efforcée de ramener l'enseignement général, de haut en bas, au dressage de larbins soumis et dégourdis au service de la bourgeoisie, qui exécutent sa volonté et soient les esclaves du capital, sans jamais se soucier de faire de l'école un instrument d'éducation de la personnalité humaine. Il est maintenant évident aux yeux de tous que seule l'école socialiste, liée indissolublement à tous les travailleurs et à tous les exploités, et qui soutient de bonne foi le programme des Soviets, peut être cette école" ("Discours au IIe congrès des enseignants internationalistes de Russie, le 18 janvier 1919", *Oeuvres*, tome 28).

La révolution d'Octobre n'a pas simplement réalisé les tâches de la révolution bourgeoise, balayant l'Eglise des locaux scolaires. Elle a jeté les bases pour une école "instrument d'éducation de la personnalité humaine". Même après la dégénérescence stalinienne, parce que les formes de propriété prolétarienne existent toujours, il y a plus de femmes et de membres des minorités nationales dans les écoles soviétiques que dans celles du monde capitaliste. La religion est une manifestation de l'oppression d'une société divisée en classes, une "conscience inversée du monde parce que le monde est un monde inversé" (Marx). La religion ne peut pas être simplement abolie par décret ou par la persécution. Elle sera consciemment vaincue quand la classe ouvrière détruira le capitalisme et s'emparera du gouvernail de la destinée humaine. ■

Séparation de l'Eglise et de l'Etat !

Non au concordat Savary!

Le 4 mars à Versailles, la réaction rameutée derrière l'Eglise organisait sa plus massive manifestation depuis le 10 mai 1981 contre le gouvernement Mitterrand. Bien sûr, le puissant appareil de l'Eglise a tout mis en oeuvre pour faire venir ses "ouailles", pour les besoins de ses marchandages avec Savary. La France profonde, catholique et conservatrice, s'est levée dans les campagnes et les provinces arriérées au son du tocsin appelant à la "défense de l'école libre"; plus d'un demi-million à se réunir avec Chirac et Le Pen.

Pourtant, la "gauche" au gouvernement était déjà en train de faire acte de contrition pour son ancien péché d'anticléricalisme. A l'encontre d'autres mobilisations petites-bourgeoises, également encadrées par la réaction, mais s'appuyant sur les griefs économiques des paysans, commerçants, etc., contre la politique désastreuse du front populaire, cette mobilisation s'est basée sur la crainte des défenseurs de "l'école libre" dans l'endoctrinement des "rouges" et la volonté de sauvegarder le privilège d'envoyer leur progéniture dans des établissements réputés meilleurs que ceux du public.

L'enjeu actuel dépasse la simple "querelle scolaire". Comme l'expliquait le très réactionnaire *Figaro-madame*, "La question de l'enseignement privé et sa survie matérielle est la pierre de touche de notre liberté en France, exactement comme en Pologne, la survie du syndicat 'Solidarité' est la pierre de touche de la liberté de tous les Polonais". L'"école libre" est effectivement une arme de la droite et de l'extrême droite pour entretenir une agitation permanente contre le gouvernement Mitterrand. Et l'Eglise a joué son rôle naturel de pilier de la réaction. Comme en Pologne, où elle se bat pour que les crucifix soient accrochés dans chaque salle de classe, et où Solidarnosc a effectivement servi de fer de lance à la contre-révolution clérical-nationaliste.

Les gaullistes gardent en mémoire que "la défense de l'école libre" avait été pour eux, dès 1947, un moyen bien utile pour se constituer une base et pour entretenir une agitation contre la Quatrième République -- portant ses fruits dans leur coup d'Etat bonapartiste de 1958. Depuis l'affaire Dreyfus, le cléricalisme marche de pair avec l'antisémitisme et la xénophobie. Il a aussi appuyé les tentatives d'instaurer un "Etat fort" bonapartiste -- le général Boulanger, comme les généraux Pétain et de Gaulle en ont tiré profit.

Mais, même s'ils sont dans le même sac réactionnaire, l'Eglise et les partis de droite n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts immédiats. L'Eglise compte sur la durée. Elle existait bien avant les politiciens et les gouvernements et espère bien exister après. Tout en continuant à réclamer encore plus de concessions, elle est donc prête à saisir la "chance historique" de se voir reconnue par un gouvernement de "gauche".

LA ROSE ET LE GOUPILLON

Dénonçant le refus du gouvernement de rembourser l'avortement, nous avons écrit: "Le message est clair: le front populaire d'austérité et de guerre froide s'incline devant 'Laissez-les-vivre'. Mais pour contrer la campagne de la droite, la solution

n'est pas de faire des pressions 'de gauche' sur le gouvernement. Celui-ci, en revenant allègrement sur toutes ses promesses électorales, n'a fait que montrer ouvertement ce qui devait être clair depuis le début: le rôle du front populaire est d'appliquer le programme de la bourgeoisie" ("Non à l'ordre moral social-démocrate", le *Bolchévik* n°35, octobre 1982).

Encore une fois, le front populaire capitule devant la réaction. Le projet Savary, établi de connivence avec l'épiscopat, reconnaît officiellement et finance (via l'école) sa propagande obscurantiste. Un retour vers les temps où le catholicisme était religion d'Etat! Pétain avait "seulement" subventionné les écoles privées connaissant des "difficultés financières". Savary non seulement entérine la loi Debré de 1959 (contre laquelle avait protesté la gauche), mais il reconnaît, en référence à la Constitution, un devoir de l'Etat à l'égard de l'école privée -- c'est-à-dire catholique à 97%. Il lève les ambiguïtés de la loi Guerneur de 1977 en faisant obligation aux collectivités territoriales (commune, département, région) de financer les établissements confessionnels. Dans le même temps, il calme les inquiétudes des évêques en leur laissant la tutelle des enseignants du privé et en officialisant le "caractère propre" de leurs écoles (ce qui rend purement formel le contrôle étatique).

Les révolutionnaires marxistes sont par principe contre toute subvention de l'Etat à l'école confessionnelle, contre toute intrusion dans les écoles et l'enseignement publics d'une quelconque religion, par essence contraire à toute éducation scientifique et entreprise d'obscurantisme et de résignation. Nous revendiquons au contraire une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de l'Eglise et de l'école.

Les écoles confessionnelles, comme toutes les autres institutions scolaires privées, doivent être nationalisées et intégrées dans le système scolaire public. La religion n'est pas une affaire de gouvernement, mais une affaire privée. Prêtres, manuels, etc. -- tout ce qui remplit actuellement une fonction religieuse dans ces écoles doit retourner à l'Eglise, restant à la disposition de ceux qui insistent pour essayer d'endoctriner leurs enfants dans l'instruction religieuse, obscurantiste et abêtissante.

Plus aucune formation politique bourgeoise significative ne se revendique des traditions anticléricales. Quant aux prétentions laïques du PS réformiste, elles viennent d'échouer avec Savary, à la grande consternation des dignitaires et des élus sociaux-démocrates qui craignent que cette fois la colère justifiée de leur base sociale et électorale enseignante ne leur coûte leur gain-pain. La direction réformiste du PCF ne peut pas être en reste pour critiquer elle aussi le projet gouvernemental. Mais, prudente, elle ne réclame que "des pas en avant dans le sens d'un grand service public, laïque, unique et gratuit de l'Education nationale" (*Révolution* n°211, 16-22 mars). D'autre part, le PCF dénonce "l'étroitesse laïcarde": La politique de la "main tendue" à la hiérarchie catholique (y compris Wojtyła!) reste un gage de son attachement au capitalisme.

Il n'y a plus guère que le PCI de Lambert pour se draper dans les plis dépenaillés de l'anticléricalisme bourgeois, défendant rien moins



Bendheim/A.F.P.

Versailles, le 4 mars -- Mobilisation réactionnaire à l'ombre du goupillon.

que "l'école de la République qui, comme elle, est une et indivisible" (*Supplément spécial Savary, Informations Ouvrières* n° 1129, 21-28 octobre 1983): La mise sur pied par le PCI, en commun avec ses complices francs-maçons et "anarcho-sindicalistes" de FO, de la Fédération des cercles de défense laïque a la même fonction que la construction par le PCI de syndicats FO dans l'enseignement: une machine de guerre au service de l'anticommuniste Bergeron, qui -- justement -- a pris ses distances avec le Comité national d'action laïque (CNAL) dominé par la FEN -- bureaucratie social-démocrate concurrente de FO.

Quant à la LCR de Krivine, elle a enfin trouvé dans le CNAL une force de "gauche" qui va appliquer sa ligne racoleuse de pression sur le gouvernement. Et tant pis si le CNAL pro-mitterrandiste est complice des tractations passées entre Savary et l'épiscopat, et si le CNAL n'appelle -- de mauvais gré -- aux manifestations du 25 avril que pour pousser "dans un sens laïque" le projet Savary. La LCR exulte: alors que le mécontentement grandit dans la classe ouvrière contre Mitterrand, il faut "réaffirmer dans l'action la majorité sortie des urnes il y a trois ans" (*Rouge* n°1103, 9-16 mars). Par ailleurs, comment la LCR et le reste de l'"extrême gauche" pourraient-ils efficacement lutter contre la réaction clérical, quand, en Pologne, ils soutiennent la même réaction qui est derrière Solidarnosc?

ANTICLERICALISME ET SOCIALISME

La séparation de l'Eglise et de l'Etat est une revendication démocratique bourgeoise fondamentale. Dans sa grande période révolutionnaire, la bourgeoisie s'attaque de front

à l'Eglise catholique en tant que grand propriétaire et instrument de la monarchie d'Ancien régime. La Révolution française a, en effet, détruit l'Eglise catholique en tant que puissance féodale. La constitution montagnarde de 1793, qui proclamait: "L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens", est restée cependant irréalisée.

La lutte de la bourgeoisie contre l'Eglise, même si elle constitue un fil rouge dans toute la période ascendante de son histoire, va se retrouver refoulée au second plan et entravée par la lutte de cette bourgeoisie contre une classe ouvrière qui s'affirme de plus en plus comme son fossoyeur. Ainsi, en juin 1848, curés, monarchistes et bourgeois se rassemblent contre l'insurrection du prolétariat parisien. Thiers (le futur boucher de la Commune) est l'exemple même du politicien bourgeois au passé anticlérical qui voit désormais dans le prêtre, non plus un ennemi, mais un défenseur de la famille, de l'ordre et de la propriété. Consécration de cette alliance, la loi Falloux de 1850, qui, donnant à l'Eglise le contrôle sur tout l'enseignement, l'élève au rang d'organe d'Etat.

Ce n'est pas la bourgeoisie républicaine du XIXe siècle, mais la Commune de 1871 -- la dictature du prolétariat -- qui essaie d'achever, une fois pour toutes, la séparation de l'Eglise de l'Etat, en décrétant la suppression du budget des cultes et en déclarant propriété nationale "les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles".

L'écrasement sanglant de la Commune libère de l'hypothèque prolétarienne la bourgeoisie républicaine. Suite page 15